Royaume du Maroc

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction des Etudes et des Prévisions Financières

المملكة المغربية

وزارة الاقتصاد والمالية

مديرية الدراسات والتوقعات المالية

Note de Conjoncture

N° 244

Juin 2017

Note de Conjoncture

Sommaire

☐ **VUE D'ENSEMBLE** 1

☐ **ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL** 4

1. ECONOMIES AVANCEES 4
2. ÉCONOMIES EMERGENTES 6
3. MARCHES DES MATIERES PREMIERES 8

☐ **CONTEXTE NATIONAL** 10

ACTIVITES TERTIAIRES 13
2. ELEMENTS DE LA DEMANDE 15
3. ECHANGES EXTERIEURS 17
4. FINANCES PUBLIQUES (HORS TVA DES COLLECTIVITES LOCALES) 19
5. FINANCEMENT DE L'ECONOMIE 20

Evolution favorable de l'activité économique nationale confirmée par les derniers baromètres conjoncturels

L'économie mondiale poursuit son expansion, soutenue par la reprise de la consommation, de l'investissement et du commerce international, dans un contexte marqué par la baisse du chômage et par le regain d'optimisme des agents économiques.

En termes de perspectives, la croissance du PIB mondial devrait se renforcer pour atteindre 3,4% en 2017 après 3,1% en 2016, selon les dernières prévisions de la Banque mondiale (juin 2017).

L'expansion concerne la plupart des pays et régions, en particulier nos partenaires de la zone euro.

Toutefois, la reprise mondiale reste menacée par certains risques, liés notamment à l'orientation de la politique économique et commerciale des Etats-Unis et aux négociations sur le Brexit (entamées en ce mois de juin).

Dans la **zone euro**, la croissance économique s'est améliorée début 2017 (0,6% au T1 après 0,5% au T4-2016). La croissance s'est renforcée en Allemagne (0,6% après 0,4%), en Italie (0,4% après 0,3%) et en Espagne (0,8% après 0,7%) et a ralenti en France (0,4% après 0,5%). Le moteur de cette reprise est la demande intérieure, soutenue par l'amélioration du marché de l'emploi et des conditions financières. L'expansion devrait se poursuivre au deuxième trimestre, comme le montre l'indice PMI composite qui a atteint son plus haut niveau depuis six ans (56,8 en avril-mai contre 55,6 au T1).

Aux **Etats-Unis**, après un tassement de la croissance début 2017 (0,3% au T1 après 0,5% au T4-2016), une reprise est attendue au deuxième trimestre. La consommation des ménages devrait se renforcer, soutenue par l'amélioration des marchés boursier, immobilier et de l'emploi. Selon la Banque mondiale, la croissance américaine devrait atteindre 2,1% en 2017 après 1,6% en 2016. Dans ce contexte, la Fed a relevé son taux directeur de 25 points de base à 1,25% le 14 juin.

Les **économies émergentes** devraient enregistrer une nette reprise, avec une croissance globale du PIB attendue de 4,1% en 2017 après 3,5% en 2016 selon la Banque mondiale. L'expansion devrait se confirmer pour les pays d'Asie, menés par la Chine (6,5% après 6,7%) et l'Inde (7,2% après 7,1%). Une sortie de récession est prévue pour le Brésil (0,3% après -3,6%) et la Russie (1,3% après -0,2%). En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'établir à 2,6% après 1,3% en 2016.

Les **prix du pétrole** (Brent) ont reculé à 46 dollars/baril la mi-juin contre une moyenne de 51 dollars en mai, affectés par la reprise de la production en Libye et au Nigeria et par la hausse de l'offre américaine.

Au niveau national, l'analyse des indicateurs conjoncturels récents atteste d'un dynamisme de l'activité économique nationale, en ligne avec une configuration sectorielle globalement positive, et une amélioration des baromètres relatifs aux échanges extérieurs et aux finances publiques.

Activités primaires

Au niveau des activités primaires, il y a lieu de noter la bonne performance de la valeur ajoutée agricole en 2017, tirée, particulièrement, par la réalisation d'une bonne production céréalière de 102 millions de quintaux, en hausse de 203% par rapport à la campagne précédente, en rapport, notamment, avec les bonnes conditions de déroulement de la campagne agricole 2016/2017 (conditions climatiques favorables, niveau record d'utilisation des intrants agricoles et hausse notable de la superficie cultivée en céréales d'automne). Pour ce qui est du secteur de la pêche, il y a lieu de signaler qu'à fin février 2017, la valeur des débarquements de la pêche côtière et artisanale a connu un affermissement de 18,7%. En revanche, le volume de ces débarquements s'est replié de 19,2%, après une amélioration de 50% il y a une année.

Secteur secondaire

Le secteur manufacturier poursuit son orientation favorable, en ligne avec la progression, en glissement annuel, de son indice de production (hors raffinage de pétrole) de 2,3% au premier trimestre 2017. Par ailleurs, les derniers résultats de l'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrib dans le secteur révèlent une amélioration, en glissement mensuel, de la production et du taux d'utilisation des capacités de production au cours du mois d'avril 2017 et anticipent une évolution globalement favorable pour les trois prochains mois. Les activités extractives, de leur côté, se sont bien tenues, comme en atteste l'augmentation de la production de phosphate roche de 7% à fin mars 2017. Pour ce qui est du secteur du BTP, les ventes de ciment, principal baromètre du secteur, ont reculé de 5,3% à fin avril 2017, après une hausse de 3,5% un an auparavant. Au niveau du financement des opérations immobilières, le taux d'accroissement des crédits à l'immobilier s'est amélioré, s'établissant à +3,9% à fin avril 2017, après + 1,3% un an auparavant, recouvrant une hausse des crédits à l'habitat et de ceux aux promoteurs immobiliers respectivement de 4,8% et 1,1%.

Activités tertiaires

Sur le plan des activités tertiaires, les indicateurs du secteur touristique poursuivent leur dynamique favorable au terme des quatre premiers mois de 2017, avec une hausse des arrivées touristiques de 9,9% et des nuitées de 19,3%. De même, les indicateurs du secteur du transport maintiennent leur bonne tenue, particulièrement, l'activité portuaire globale et le trafic aérien des passagers qui ont augmenté, respectivement, de 12,7% et de 12% à fin avril 2017. Le secteur des télécommunications, pour sa part, continue de bénéficier du dynamisme de l'activité de l'Internet dont le parc global s'est accru, en variation annuelle, de 26,1% à fin mars 2017, portant son taux de pénétration à 53,9% après 42,8% à fin mars 2016.

Demande intérieure

Au niveau de la demande intérieure, la consommation des ménages, soutenue par l'évolution maîtrisée des prix à la consommation (+1% de l'IPC à fin avril 2017), devrait tirer profit de l'évolution favorable des revenus des ménages. Ces derniers, bénéficiant des impacts favorables de la campagne agricole 2016/2017, devraient traduire, également, le comportement positif des transferts des MRE (+0,2% à fin mai 2017), des crédits à la consommation (+4,8% à fin avril 2017) et du marché de l'emploi qui a connu une création de 86.000 emplois rémunérés au premier trimestre 2017.

Par ailleurs, la reprise des recettes des IDE (+4,2% à fin mai 2017) et le bon comportement de l'encours des crédits à l'équipement (+5,8% à fin avril 2017) et de la valeur des importations des biens d'équipement (+8,1% à fin mai 2017) augurent d'une orientation positive de l'effort d'investissement en 2017.

Echanges extérieurs

Les échanges extérieurs ont été marqués, à fin mai 2017, par l'amélioration des exportations de l'OCP (+7,9%) et de l'agroalimentaire (+6,1%) et par la bonne tenue des secteurs de l'aéronautique (+9%), de l'électronique (+4,9%), de l'automobile (+1,5%) et de l'industrie pharmaceutique (+7,4%), donnant lieu à une augmentation des exportations des biens de 5,3% en glissement annuel. Pour leur part, les importations ont progressé de 8,6%, évolution redevable à la facture énergétique à hauteur de 59% et au maintien du dynamisme des achats des biens d'équipement (+8,1%) et des produits bruts (+7,4%). Ces évolutions se sont traduites par un déficit commercial des biens de 78,4 milliards de dirhams, compensé à hauteur de 60,1% par les recettes de voyages et les transferts des MRE qui ont légèrement repris de 0,6% et 0,2% respectivement.

Finances publiques

Au niveau des finances publiques, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir la poursuite de l'atténuation du déficit budgétaire pour se situer à 11,9 milliards de dirhams à fin avril 2017, soit un allègement, en glissement annuel, de 45,3% ou de 9,9 milliards de dirhams. Compte tenu de la hausse notable de l'excédent du solde des comptes spéciaux du Trésor, cette évolution aurait résulté, également, de la hausse des recettes ordinaires de 4%, conjuguée au léger repli des dépenses globales de 0,3%.

Masse monétaire

La masse monétaire s'est raffermie, en glissement annuel, de 5,8% à fin avril 2017 après +5,2% l'année précédente. Cette accélération s'explique par l'amélioration du rythme de progression des crédits bancaires, passant de +2% à +5,1%, ainsi que de celui des créances nettes sur l'administration centrale qui ont augmenté de 13% après un recul de 11,2% l'année dernière. En revanche, les réserves internationales nettes ont poursuivi leur décélération, enregistrant une hausse de 1,6% pour atteindre 244,2 milliards de dirhams à fin avril 2017 après +4,3% le mois précédent et +25,4% un an auparavant.

Marché interbancaire

Le besoin de liquidité des banques s'est accru au cours du mois de mai 2017, en relation avec le repli des réserves internationales nettes. Dans ce contexte, Bank Al-Maghrib a augmenté le volume de ses opérations d'injection de liquidité, notamment à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre, dont le volume moyen s'est établi à 22,3 milliards de dirhams après 14,8 milliards en avril 2017. La banque Centrale est intervenue, également, à travers les opérations de prêts garantis à 1 an dont l'encours s'est maintenu à 4,5 milliards de dirhams et a servi des avances à 24 heures. Le taux interbancaire, quant-à-lui, a enregistré une hausse, comparativement au mois précédent, de 2 points de base pour s'établir en moyenne à 2,29%.

Marché primaire des bons du Trésor

Au niveau du marché primaire des bons du Trésor, les levées brutes du Trésor ont augmenté, en glissement annuel, de 8,2% pour se situer à 56,1 milliards de dirhams à fin mai 2017. Ces levées ont été prédominées par les maturités moyennes à hauteur de 60,6%, suivies des maturités courtes (25,8%) et longues (13,6%) après, respectivement, 32,3%, 11,7% et 56% l'année précédente. Compte tenu des remboursements d'un montant de 43,6 milliards de dirhams, l'encours des bons du Trésor s'est élevé à 502,5 milliards de dirhams, en hausse de 2,6% par rapport à fin décembre 2016. Les taux obligataires, quant à eux, ont affiché une évolution différenciée, comparativement aux taux des dernières émissions, enregistrant, toutefois, des variations modérées.

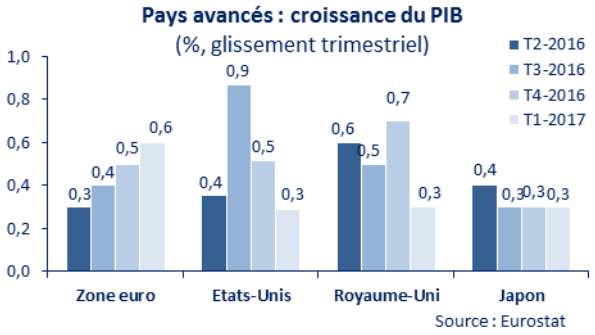
Bourse de Casablanca

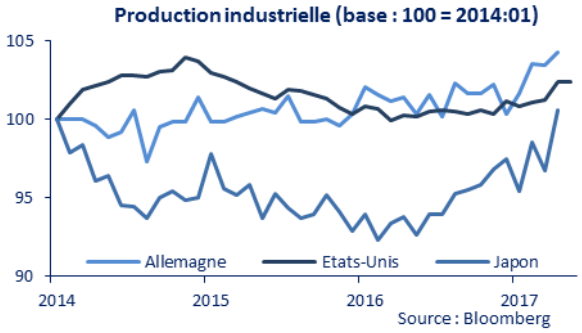
Les indicateurs de la Bourse de Casablanca ont enregistré un léger repli au cours du mois de mai 2017 après la hausse enregistrée le mois précédent. Les indices MASI et MADEX ont reculé de 0,5% chacun par rapport à fin avril 2017, ramenant leur performance par rapport à fin décembre 2016 à -0,6% et -1,1% après -0,1% et -0,6% le mois précédent. De son côté, la capitalisation boursière s'est repliée de 0,6% par rapport à fin avril 2017 pour s'établir à 583 milliards de dirhams, enregistrant une légère baisse de 0,1% par rapport à fin décembre 2016 après une augmentation de 0,6% à fin avril 2017. Le volume global des transactions, quant-à-lui, s'est accru de 66,4% par rapport au mois précédent pour se situer à 3,6 milliards de dirhams.

1. ECONOMIES AVANCEES

Etats-Unis : perspectives de reprise de l'activité, après un essoufflement au tournant de 2016-2017

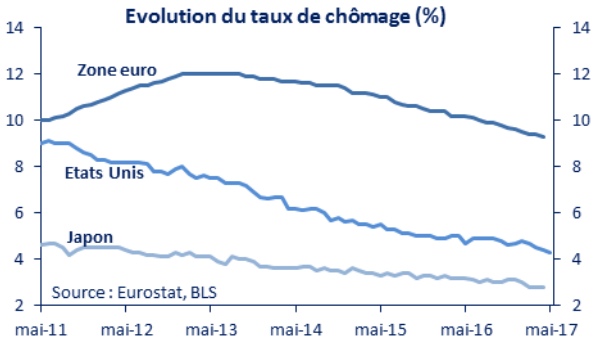
Aux Etats-Unis, la croissance économique a confirmé son ralentissement début 2017 (0,3% au T1 après 0,5% au T4-2016), affectée par un tassement des dépenses de consommation des ménages et une diminution des stocks d'entreprises, malgré une nette reprise de l'investissement et des exportations. Toutefois, la croissance américaine devrait se redresser au deuxième trimestre, soutenue par la reprise de la consommation des ménages, en ligne avec l'amélioration des marchés boursier, immobilier et de l'emploi.

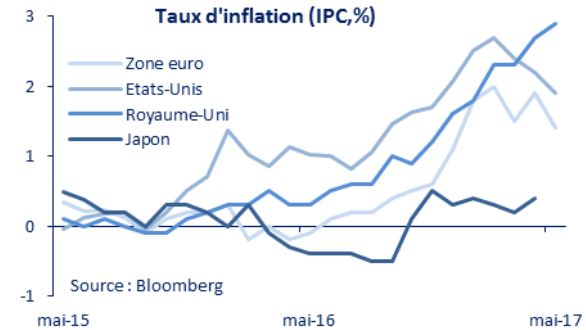




Les derniers indicateurs conjoncturels s'avèrent globalement favorables. La croissance de l'activité du secteur privé se poursuit à un rythme soutenu, comme le montre l'indice PMI composite (53,6 en mai après 53,2 en avril). La croissance de la production industrielle est restée inchangée en mai après une forte hausse en avril (+1,1%).

Le marché de l'emploi américain continue de s'améliorer. Le taux de chômage a reculé à 4,3% en mai après 4,4% en avril, marquant son plus bas niveau depuis dix ans. L'économie américaine a créé 138.000 emplois nets en mai après 174.000 en avril, portant le cumul à plus de 800.000 depuis début 2017.



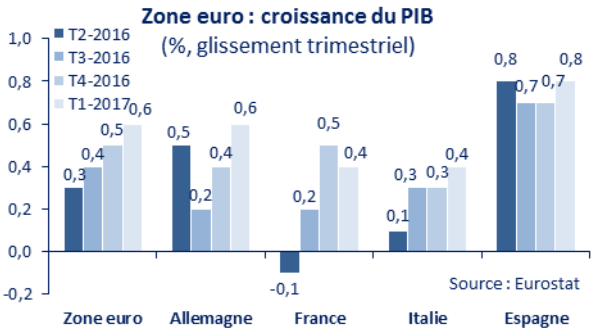


L'inflation s'est atténuée (1,9% en mai après 2,2% en avril et 2,4% en mars). Néanmoins, la Fed poursuit la normalisation de sa politique monétaire, relevant son taux directeur de 25 points de base à 1,25% le 14 juin, après une hausse de même proportion en mars.

En termes de perspectives, la croissance américaine devrait se renforcer en 2017 pour atteindre 2,1% après 1,6% en 2016, selon les dernières prévisions de la Banque mondiale (juin 2017), soutenue par des gains sur le marché de l'emploi.

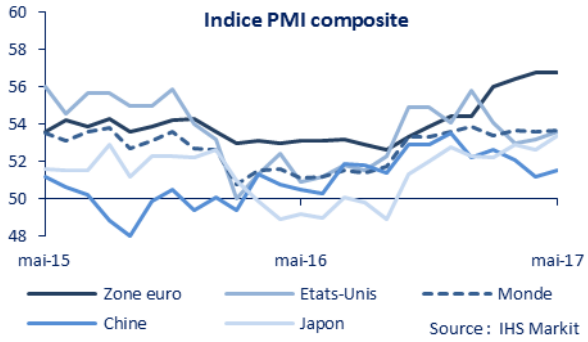
Zone euro : renforcement de la croissance économique, généralisé aux principaux pays membres

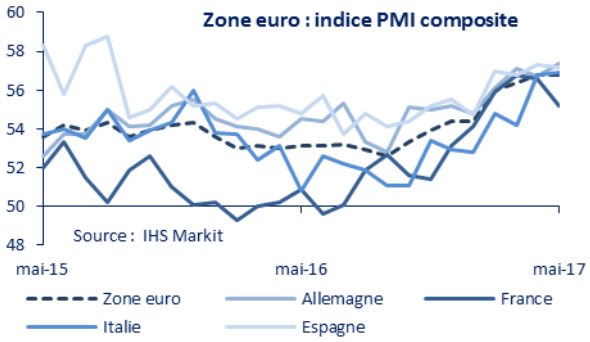
La croissance économique de la zone euro s'est accélérée début 2017, avec une progression du PIB de 0,6% au premier trimestre après une hausse de 0,5% au quatrième trimestre 2016. La croissance s'est renforcée en Allemagne (0,6% après 0,4%), en Italie (0,4% après 0,3%) et en Espagne (0,8% après 0,7%) et a ralenti en France (0,4% après 0,5%). Le moteur de cette nette reprise de la zone euro est la demande intérieure, en particulier l'investissement.

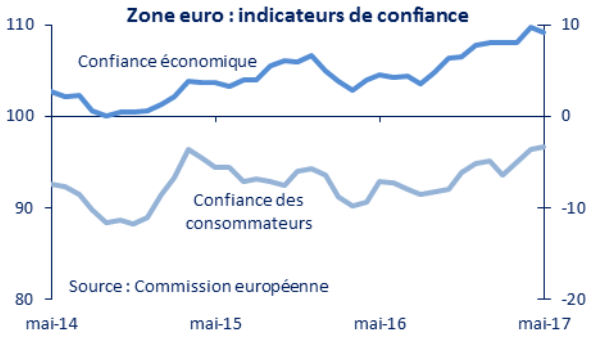


La croissance de la zone euro devrait se poursuivre à un rythme soutenu. La BCE a ainsi relevé ses prévisions de croissance pour la zone euro de 0,1 point à 1,9% pour 2017 et à 1,8% en 2018 (après 1,7% en 2016). L'investissement est stimulé par des conditions de financement attrayantes et par une amélioration de la rentabilité des entreprises. Principal moteur de croissance ces dernières années, la consommation interne est soutenue par l'amélioration continue du marché du travail. Toutefois, les perspectives économiques restent entourées de grandes incertitudes liées, notamment, à la future politique économique et commerciale des Etats-Unis, aux négociations sur le Brexit, entamée en juin, et à des tensions géopolitiques.

Les derniers indicateurs conjoncturels de la zone euro signalent une consolidation de la croissance. La production industrielle a augmenté de 0,5% en avril après un gain de 0,2% en mars. L'activité du secteur privé poursuit son expansion, comme le montre l'indice PMI composite (56,8 en mai après 56,8 en avril). Le rythme d'expansion s'est accéléré en Allemagne (57,4 après 56,7), resté quasi-inchangé en Italie (56,9 après 56,8) et en Espagne (57,2 après 57,3) mais a ralenti en France (55,2 après 56,6).

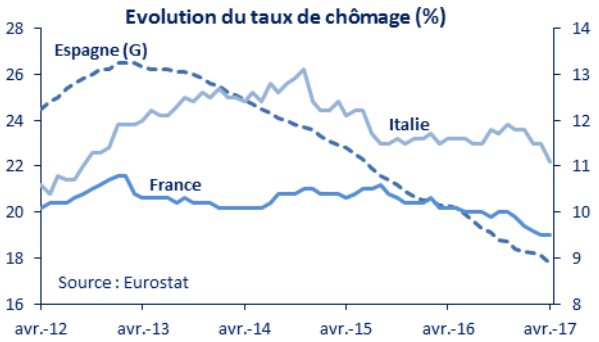






La confiance économique dans la zone euro reste relativement forte, comme le signale l'indice ESI de la Commission européenne (109,2 points en mai après 109,7 points en avril, son plus haut niveau depuis dix ans). La confiance continue de s'améliorer pour les consommateurs.

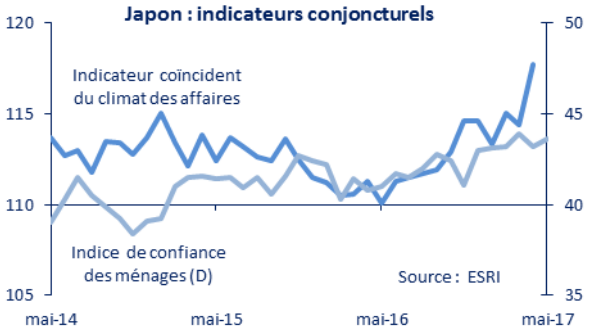
Le taux de chômage en zone euro poursuit sa tendance baissière, reculant à 9,3% en avril 2017 contre 10,2% un an auparavant. La baisse du taux de chômage est généralisée aux principaux pays membres, notamment l'Espagne (17,8% contre 20,3%), l'Allemagne (3,9% contre 4,2%), la France (9,5% contre 10,1%) et l'Italie (11,1% contre 11,6%).



Le taux d'inflation dans la zone euro s'est atténué en mai pour se situer à 1,4% après 1,9% en avril, niveau en deçà de la cible de la BCE. Dans ce contexte, la BCE maintient l'orientation très accommodante de sa politique monétaire.

Japon : perspectives de croissance soutenue par des conditions financières accommodantes, des mesures de relance budgétaire et par une amélioration de la demande étrangère

Le Japon a poursuivi sa croissance économique à un rythme modéré au premier trimestre 2017, avec une hausse du PIB de 0,3% comme aux deux trimestres précédents. La croissance devrait se renforcer, soutenue par une politique monétaire ultra-accommodante, une importante relance budgétaire, un marché d'emploi très dynamique, une reprise de la demande extérieure et une faiblesse du yen. La croissance du PIB devrait atteindre 1,5% en 2017 après 1% en 2016, selon les prévisions de la Banque mondiale.



Les indicateurs à haute fréquence sont globalement positifs. La production industrielle a rebondi de 4% en avril après un repli de 1,9% en mars. L'indicateur coïncident du climat des affaires a atteint son plus haut niveau depuis neuf ans en avril (+3,3 points à 117,7). Facteur clé de la croissance, les exportations ont marqué un fort rebond en mai (+14,9% après 7,5% en avril), soutenues par le renforcement de la demande globale dans la région de l'Asie du Sud-Est.

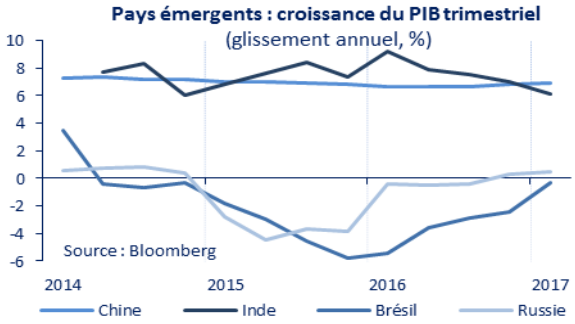
L'inflation remonte mais reste faible (0,4% en avril après 0,2% en mars), bien en deçà de l'objectif officiel de 2%. Ainsi, la politique monétaire expansionniste de la Banque du Japon sera vraisemblablement maintenue.

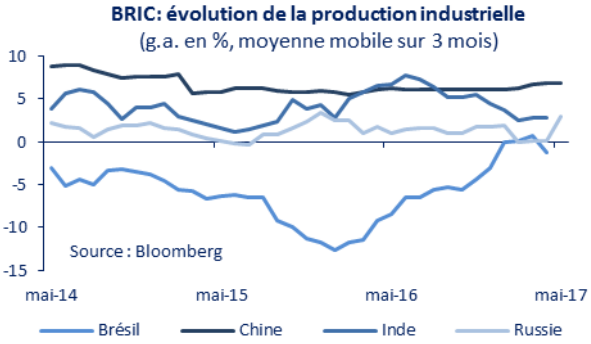
2. ÉCONOMIES EMERGENTES

Amélioration des perspectives économiques, après une faiblesse de la croissance en 2016

Après une faible croissance en 2016, les économies émergentes devraient globalement enregistrer une nette reprise en 2017, en ligne avec l'amélioration des perspectives économiques et financières mondiales. Selon les dernières prévisions de la Banque mondiale, la croissance des pays émergents et en développement devrait atteindre 4,1% en 2017 après 3,5% en 2016. L'expansion devrait se confirmer pour les pays de l'Asie émergente, menés par la Chine (6,5% après 6,7%) et l'Inde (7,2% après 7,1%). Une sortie de récession est attendue au Brésil (0,3% après -3,6%) et en Russie (1,3% après -0,2%). Pour l'Afrique subsaharienne, la croissance devrait se hisser à 2,6% après 1,3% en 2016. Toutefois, ces perspectives restent entourées de grands risques, liés, notamment, au surendettement dans certains pays et à l'orientation de la politique économique et commerciale des Etats-Unis.

En Chine, après une accélération de la croissance économique au premier trimestre 2017 (6,9% après 6,8% au T4-2016), l'expansion devrait se poursuivre, soutenue par la reprise des prêts bancaires, le rebond de l'investissement privé, le dynamisme des dépenses publiques en infrastructures ainsi que par l'amélioration de la demande étrangère.



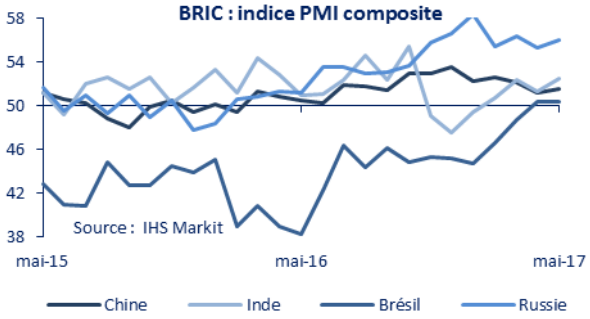


Les indicateurs à haute fréquence s'avèrent globalement favorables, comme le signale la progression des ventes au détail (10,7% en mai après 10,7% en avril), de la production industrielle (6,5% après 6,5%) et des exportations (8,7% après 8%). Par ailleurs, la croissance de l'activité globale du secteur privé s'est accélérée en mai, comme le montre l'indice PMI composite (51,5 après 51,2 en avril).

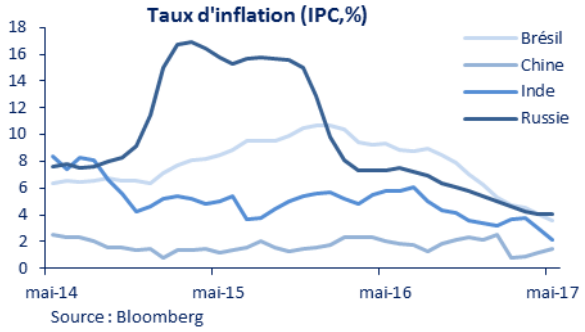
En termes de perspectives, le rééquilibrage de l'économie chinoise au profit de la demande intérieure devrait se poursuivre pour revenir à une croissance soutenable, après des décennies d'expansion rapide des exportations. Dans ce contexte, la croissance de l'économie chinoise devrait se poursuivre à un rythme modéré, prévu à 6,5% en 2017 après 6,7% en 2016 selon la Banque mondiale.

En Inde, la croissance économique a poursuivi son ralentissement début 2017 (6,1% au T1 après 7% au T4-2016), affectée par l'impact de la "démonétisation". Cet essoufflement de la croissance s'avère, toutefois, momentané. L'économie indienne devrait retrouver son rythme d'expansion rapide, avec une progression du PIB de 7,2% en 2017 après 7,1% en 2016 selon la Banque mondiale, soutenue par une reprise de la demande et par l'amélioration du climat des affaires.

Les indicateurs à haute fréquence montrent une poursuite de la croissance. La production industrielle a progressé de 3,1% en avril après 3,8% en mars. La reprise de l'activité du secteur privé s'est accélérée en mai, comme le montre l'indice PMI composite (52,5 après 51,3 en avril). L'inflation s'est nettement atténuée (2,2% en mai après 3% en avril et 3,8% en mars, contre un objectif officiel de 4%), suite à une modération des prix des produits alimentaires.



Au Brésil, la contraction du PIB s'est atténuée début 2017 (-0,4% au T1 après -2,5% au T4-2016). En termes de perspectives, la croissance de l'économie brésilienne devrait se stabiliser en 2017 pour se situer à 0,3% selon la Banque mondiale, après deux années consécutives de forte récession (-3,8% en 2015 et -3,6% en 2016). La reprise est soutenue par le rebond des prix à l'export des matières premières et par le retour progressif de la confiance. Les efforts de réformes pour sortir l'économie de la récession sont, toutefois, freinés par des perturbations politiques. La situation conjoncturelle s'améliore progressivement, quoique les conditions financières restent globalement fragiles. L'activité du secteur privé marque une croissance positive pour le deuxième mois consécutif en mai, comme le montre l'indice PMI composite (50,4 après 50,4 en avril et 48,7 en mars).

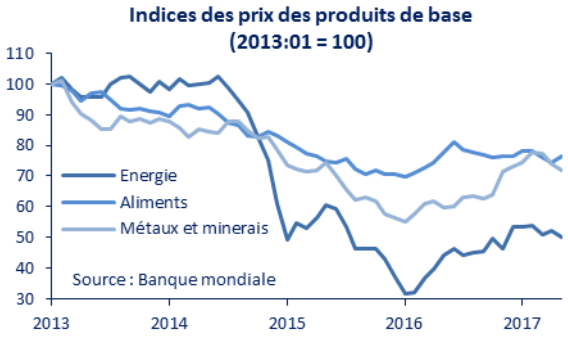


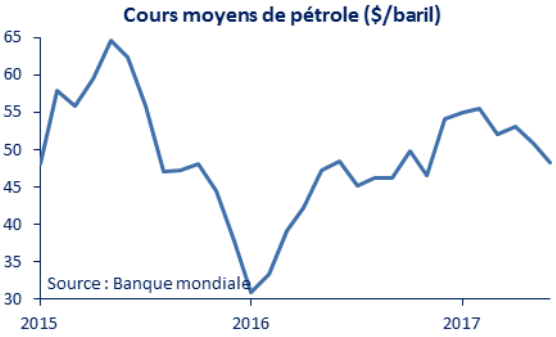
L'inflation poursuit son repli pour atteindre son plus bas niveau depuis 2010 (soit 3,6% en mai après 4,1% en avril). Cette évolution donne de la marge à la banque centrale brésilienne pour abaisser davantage son taux directeur. Celui-ci a été imputé de 100 points de base fin mai pour le ramener à 10,25%, soit une baisse cumulée de 400 points de base depuis octobre 2016.

3. MARCHES DES MATIERES PREMIERES

Repli des cours du pétrole, suite à une abondance de l'offre et une demande modérée

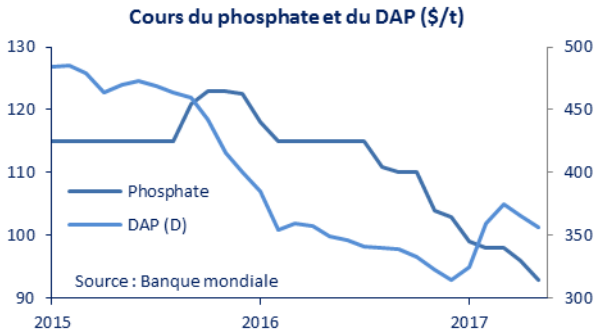
Les cours des produits de base se sont globalement inscrits en baisse en mai. La correction baissière des prix a englobé les produits énergétiques (-4,1% en mai, selon l'indice de la Banque mondiale), les métaux de base (-1,2%), les métaux précieux (-2,6%) et les fertilisants (-5,7%). En revanche, les cours des produits alimentaires ont marqué une nette reprise (+2,4%).

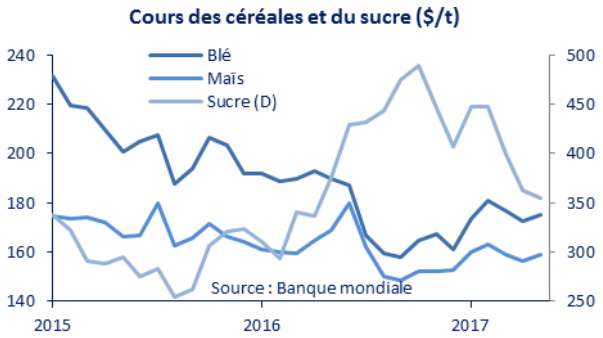




Les prix du **pétrole** (Brent) se sont établis à 51 dollars/baril en moyenne en mai contre 53 dollars en avril, marquant une baisse de 4% sur un mois et de 8% depuis leur pic de février. Ils ont reculé à 46 dollars la mi-juin, sous l'effet de la reprise de la production du brut au Nigeria et en Libye, deux pays exemptés des réductions de l'offre de l'OPEP, dans un contexte marqué par l'abondance de l'offre aux Etats-Unis (pétrole du schiste).

Les cours du **phosphate brut** se sont établis à 93 dollars la tonne en mai 2017, marquant une baisse de 3% sur un mois et de 19% en glissement annuel. De même, les prix des engrais phosphatés **DAP** ont reculé de 2,5% à 357 dollars la tonne en mai, marquant, néanmoins, une hausse de 13% depuis leur creux de décembre 2016.





Les prix du **blé** tendre (SRW) ont rebondi de 2% sur un mois pour s'établir à 175 dollars la tonne en mai, ramenant leur baisse à 8% depuis un an. Les cours à l'exportation du blé ont été soutenus par des échanges commerciaux plus vigoureux et par des craintes sur les conditions météorologiques. Toutefois, la reprise des prix céréaliers est freinée par l'abondance de l'offre mondiale (avec des records pour le blé et le maïs en 2016/2017).

Les cours mondiaux du **sucre** brut (ISA) ont atteint leur plus bas niveau depuis treize mois pour s'établir à 355 dollars la tonne en mai, marquant une baisse de 2% sur un mois et de 28% depuis leur pic d'octobre 2016. Le repli des cours sucriers est lié à l'amélioration de l'offre du Brésil, premier producteur et exportateur de sucre au monde, conjuguée à la dépréciation du réal brésilien. En termes de perspectives, l'Organisation internationale du sucre (ISO) prévoit un retour de l'excédent de l'offre mondiale la saison prochaine (octobre 2017 - septembre 2018), soit d'environ 3 millions de tonnes.

Au Maroc, l'analyse des indicateurs conjoncturels récents augure d'un dynamisme de l'activité économique nationale. D'une part, les activités primaires affichent une nette reprise, en relation, notamment, avec la réalisation d'une bonne campagne agricole. En outre, la bonne tenue des exportations marocaines, reflète l'orientation positive des activités secondaires dans l'ensemble, notamment au niveau des activités de l'OCP, de l'industrie alimentaire et des nouveaux métiers mondiaux du Maroc. D'autre part, les activités tertiaires, qui contribuent pour plus de la moitié à la valeur ajoutée totale, poursuivent leur orientation positive dans l'ensemble, grâce, notamment, à la dynamique des activités touristiques, du transport et des télécommunications.

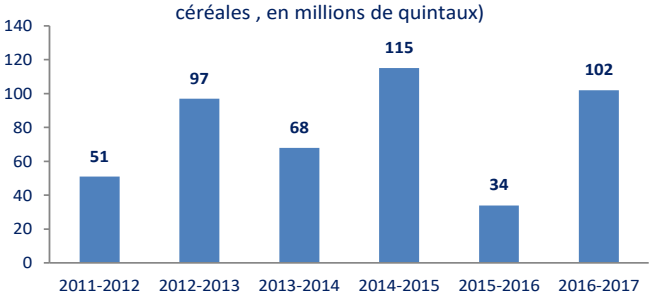
1. ACTIVITES SECTORIELLES

Activités primaires

Production céréalière de 102 millions de quintaux au titre de la campagne agricole 2016/2017

L'année 2017 serait marquée par une bonne performance de la valeur ajoutée agricole, tirée, particulièrement, par la réalisation d'une bonne production céréalière de 102 millions de quintaux, en hausse de 203% par rapport à la campagne précédente, en rapport, notamment, avec les bonnes conditions de déroulement de la campagne agricole 2016/2017 (conditions climatiques favorables, niveau record d'utilisation des intrants agricoles, notamment les semences certifiées de céréales, et hausse notable de la superficie cultivée en céréales d'automne).

Evolution de la production céréalière (trois principales céréales , en millions de quintaux)



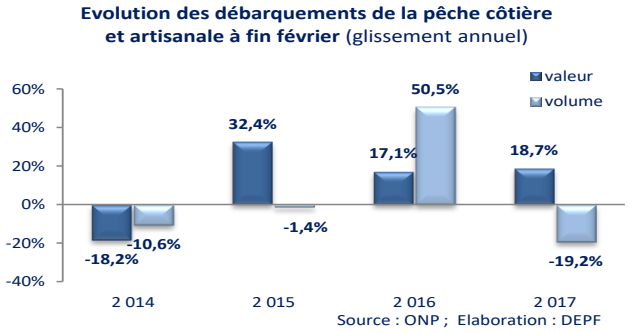
Source : département de l'Agriculture ; Elaboration : DEPF

La production céréalière de la campagne agricole 2016/2017, qui s'est inscrite en hausse de 40,5% par rapport à la moyenne des cinq dernières années, est constituée de 49,4 millions de quintaux de blé tendre, de 23,3 millions de quintaux de blé dur et de 28,9 millions de quintaux d'orge.

A rappeler qu'en vue d'assurer les bonnes conditions de récolte et de commercialisation des céréales au titre de l'actuelle campagne agricole, le Gouvernement a mis en place plusieurs mesures, dont, notamment, un prix de référence de 280 dirhams le quintal de blé tendre, rendu moulin pour une qualité standard, une subvention forfaitaire de 10 dirhams le quintal au profit des quantités de blé tendre de production nationale acquises durant la période allant du 15 mai au 15 octobre 2017 et une prime de magasinage de 2 dirhams le quintal par quinzaine pour la quantité globale du blé tendre collecté du 15 mai au 15 octobre 2017, octroyée aux organismes stockeurs. Ces mesures porteront, également, sur la protection de la production nationale du blé tendre à la frontière en imposant des droits de douane de 135% jusqu'au 31 décembre 2017 et sur la reconduction du système d'appels d'offres pour l'approvisionnement des minoteries industrielles en blé tendre destiné à la fabrication des farines subventionnées.

Par ailleurs, au terme des cinq premiers mois de 2017, la valeur des exportations du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire s'est accrue de 6,7% en une année, à 24,3 milliards de dirhams, portée par la hausse des ventes à l'étranger des secteurs d'agriculture, sylviculture et chasse de 14,4% et de celles de l'industrie alimentaire de 6,1%.

Evolution contrastée du secteur de la pêche

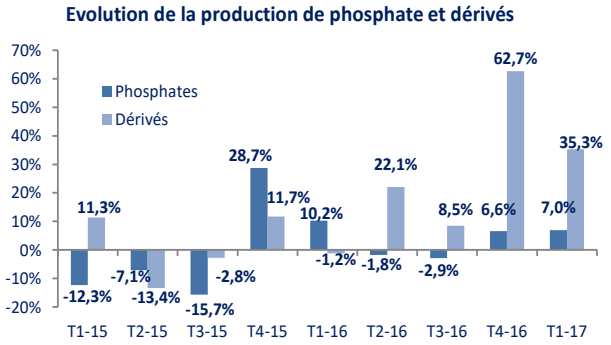


Au terme des deux premiers mois de l'année 2017, la valeur des débarquements de la pêche côtière et artisanale a connu un affermissement de 18,7% sur une année, à 1,3 milliard de dirhams, en consolidation d'une hausse de 17,1% un an plus tôt. En revanche, le volume de ces débarquements s'est replié de 19,2%, après une amélioration de 50% il y a une année.

Activités secondaires

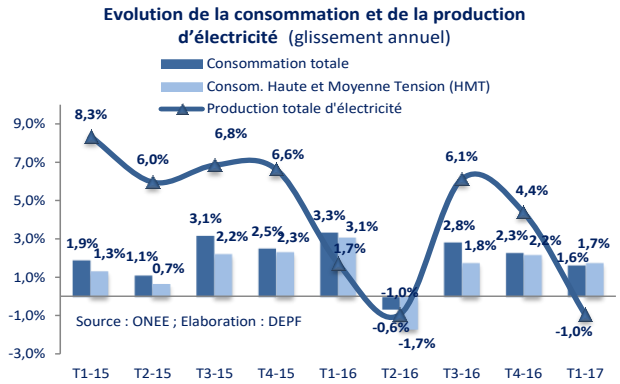
Evolution toujours favorable du secteur de phosphates et dérivés

La production de phosphate roche s'est accrue en volume de 7%, en glissement annuel, au terme du premier trimestre 2017, après une hausse de 6,6% au trimestre précédent et +10,2% un an auparavant. S'agissant de la production des dérivés de phosphate, elle a augmenté de 35,3% à fin mars 2017, poursuivant la bonne tenue affichée au quatrième trimestre 2016 (+62,7%), après un recul de 1,2% à fin mars 2016. La production des engrais phosphatés a progressé de 47,8% après un repli de 5,4% une année auparavant et celle de l'acide phosphorique de 20,1% après +4,4%.



En matière d'échanges avec l'extérieur, le volume des exportations de phosphate roche s'est renforcé, en variation annuelle, de 35,1% à fin avril 2017. Quant aux dérivés de phosphate, leur volume exporté s'est consolidé de 24,4%, tiré par la hausse de celui des engrais naturels et chimiques de 33,9% et de celui de l'acide phosphorique de 8,4%. Durant la même période, la valeur de ces ventes à l'étranger s'est accrue de 12,1% pour le phosphate roche et de 23,5% pour les engrais naturels et chimiques, quoique, leurs prix moyens à l'export aient maintenu une évolution négative sur cette période. Quant à l'acide phosphorique, sa valeur à l'export s'est repliée de 9,3% à fin avril 2017. A fin mai 2017, le chiffre d'affaires à l'export du groupe OCP a progressé de 7,9%, en glissement annuel, pour atteindre plus de 17,4 milliards de dirhams.

Dynamique soutenue de la consommation de l'énergie électrique

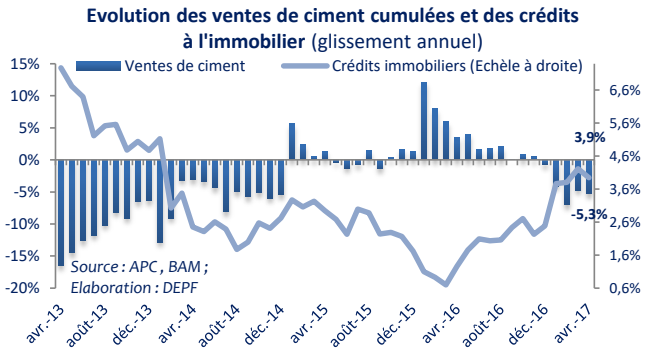


La consommation de l'énergie électrique a enregistré une augmentation de 1,6% au terme du premier trimestre 2017, après +3,3% un an plus tôt, en rapport avec l'augmentation de celle de l'énergie de très haute, haute et moyenne tension de 1,7%, alimentée par l'amélioration de celle attribuée aux distributeurs de 2,1% et de celle adressée, principalement, au secteur industriel de 6,2%.

Par ailleurs, la production de l'énergie électrique s'est repliée, durant la même période, de 1% en glissement annuel, après une hausse de 1,7% au même trimestre de l'année précédente, tirée par le retrait de la production de l'ONEE de 3% et de la production privée de 1,6%, allégé par l'évolution soutenue de la production des projets développés dans le cadre de la loi 13-09 relative aux énergies renouvelables (+44,6%). Dans ces conditions, le volume des importations de l'énergie électrique s'est accru de 14,6%, à fin mars 2017, après une augmentation de 15,9% un an plus tôt, portant l'évolution de l'énergie nette appelée à +2,6%, après +3,5% il y a une année.

Evolution contrastée des indicateurs du secteur du BTP

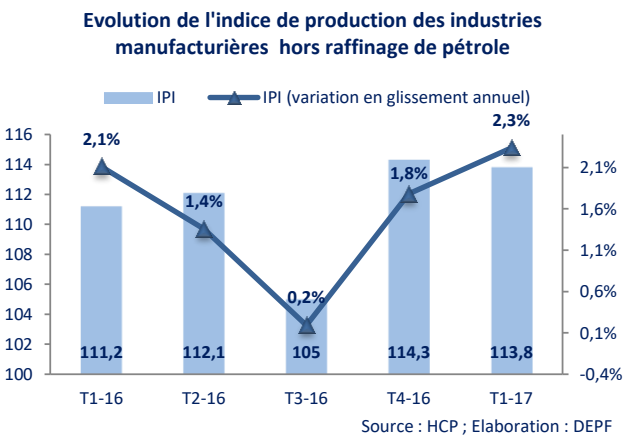
Le volume des ventes de ciment, principal baromètre du secteur du BTP, a accusé une baisse de 5,3% au terme des quatre premiers mois de 2017, après une hausse de 3,5% un an auparavant. Ce recul est à lier, essentiellement, au retrait des ventes dans les régions de Marrakech-Safi de 11,7%, de Casablanca-Settat de 6,7%, de Tanger-Tétouan-Al Hoceima de 9,7% et de l'Oriental de 10,4%, atténué par l'orientation favorable de la consommation du ciment au niveau des régions de Souss-Massa (+6,9%), de Guelmim-Oued Noun (+51,1%), de Fès – Meknès (+4,4%), de Dakhla -Oued Ed-Dahab (+27,9%) et de Drâa–Tafilalet (+2,8%).



Pour ce qui est du financement des opérations immobilières, l'encours des crédits alloués au secteur s'est accru de 3,9% à fin avril 2017 à plus de 251 milliards de dirhams, après une augmentation de 1,3% un an plus tôt, impulsé par la bonne tenue des crédits accordés à l'habitat (+4,8%) et par le redressement des crédits attribués à la promotion immobilière (+1,1% après -9,2% à fin avril 2016).

Par ailleurs, il est à signaler que le volume des transactions dans le secteur s'est replié, durant le premier trimestre 2017, de 2% en une année, d'après les derniers chiffres publiés par Bank Al-Maghrib. Cette évolution découle d'un recul de 1,4% des ventes des actifs résidentiels et de 5,4% des biens fonciers, contre une hausse de 1% pour ceux à usage professionnel. Parallèlement à cette évolution, l'indice des prix des actifs immobiliers (IPAI) s'est accru de 7,6% au premier trimestre 2017, tiré par une augmentation de 7,1% pour les actifs résidentiels, de 7,9% pour le foncier et de 11,7% pour les biens à usage professionnel.

Comportement favorable des activités manufacturières



Le secteur manufacturier poursuit son orientation favorable, en ligne avec la progression, en glissement annuel, de son indice de production, hors raffinage de pétrole, de 2,3% au premier trimestre 2017, après une hausse de 2,1% à fin mars 2016. Cette dynamique résulterait de la bonne performance de l'indice de la production des industries chimiques (+10,6%), des articles d'habillement et fourrures (+7,9%), de l'industrie automobile (+12,3%), des industries alimentaires (+0,6%) et des autres matériels de transport (+12,4%).

Par ailleurs, d'après les derniers résultats de l'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrib auprès du secteur, l'activité industrielle aurait connu une amélioration, en glissement mensuel, durant le mois d'avril 2017, reflétée par la hausse de la production dans l'ensemble des branches d'activités, excepté pour celle de « textile et cuir » où la production aurait préservé son niveau du mois précédent. Du côté des ventes, elles auraient progressé par rapport au mois précédent, tirées, notamment, par la bonne tenue de celles adressées à l'étranger.

Le taux d'utilisation des capacités de production (TUC) a augmenté de 3 points en avril 2017 par rapport au mois d'avril 2016, après une hausse de 2 points un mois plus tôt. Au terme des quatre premiers mois de cette année, le TUC moyen a progressé de 0,3 point en glissement annuel. Cette évolution serait le résultat d'un accroissement de 3,7 points au niveau des industries chimiques et para-chimiques, de 1,5 point dans les industries agro-alimentaires et de 0,5 point dans les industries de textile et cuir, atténué par un retrait de 2,8 points dans les industries mécaniques et métallurgiques.

Evolution du taux d'utilisation des capacités de production (TUC) dans le secteur industriel

	à fin avril 2016	à fin avril 2017	Ecart
TUC global	62,0%	62,3%	0,3 points
Par secteur			
Industries chimiques et parachimiques	50,8%	54,5%	+3,7 point
Industries du textile et du cuir	68,8%	69,3%	+0,5 points
Industries agro-alimentaires	69,5%	71,0%	+1,5 point
Industries mécaniques et métallurgiques	71,0%	68,3%	-2,8 points

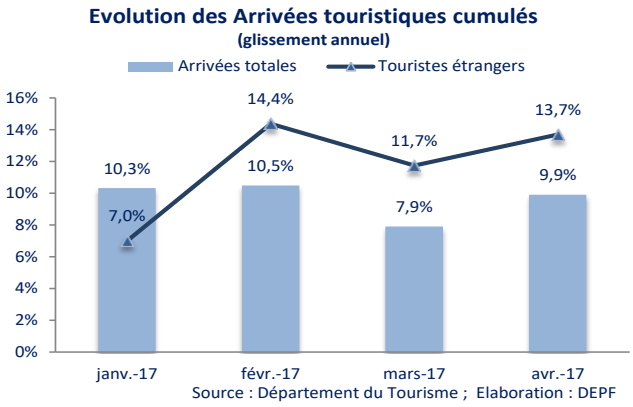
Source : BAM; Elaboration : DEPF

D'après les résultats de la même enquête, les industriels enquêtés anticipent une poursuite de l'amélioration de leurs activités durant les trois prochains mois (mai, juin et juillet 2017).

Activités tertiaires

Dynamique favorable du secteur touristique

Les principaux indicateurs du secteur touristique, notamment, le nombre des arrivées et des nuitées touristiques, poursuivent leur dynamique favorable au terme des quatre premiers mois de 2017, soutenus par le bon comportement des arrivées des touristes étrangers et des nuitées des non-résidents, parallèlement au retour à la croissance des recettes touristiques au terme des cinq premiers mois de l'année 2017.

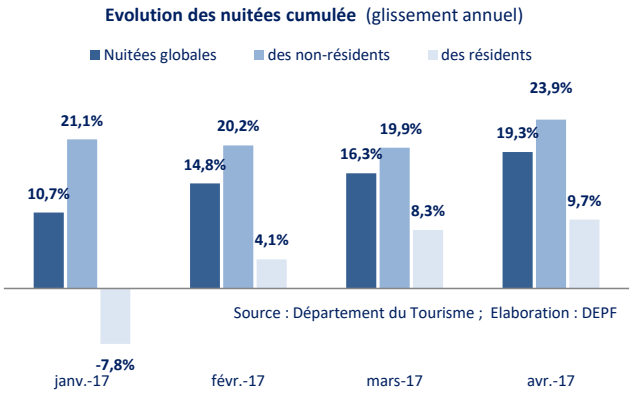


Source : Département du Tourisme ; Elaboration : DEPF

Le nombre des arrivées à la destination marocaine a atteint, à fin avril 2017, plus de 3 millions de touristes, en augmentation de 9,9% en une année, après un retrait de 0,8% un an plus tôt. Cette bonne tenue est à mettre à l'actif de la confirmation du redressement du flux des arrivées des touristes étrangers, en affermissement de 13,7%, après un retrait de 4% il y a une année, portant sa contribution à l'évolution globale des arrivées à près de 81%. Pour ce qui est des arrivées des MRE, elles ont progressé de 4,6%, après une hausse de 4,1% à fin avril 2016.

Les arrivées des touristes espagnols, en consolidation de 9,5%, ont été à l'origine de 18,8% de cette évolution, suivies de celles des touristes français (+5,1%, participant à l'évolution globale à raison de 16,5%), américains (+30,3%), allemands (+10,9%), belges (+7,6%) et hollandais (+6%).

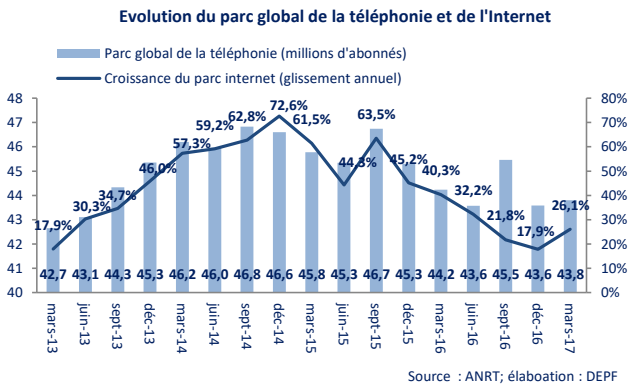
Quant aux nuitées réalisées dans les établissements d'hébergement classés, leur volume s'est accru de 19,3% à fin avril 2017, après un retrait de 1% un an auparavant, soutenu par la bonne dynamique des nuitées des non-résidents (+23,9%, contribuant à cette évolution à hauteur de 84%), recouvrant une hausse des nuitées des touristes allemands (+48%), français (+16,8%), anglais (+8,1%), espagnols (+15,2%), italiens (+22,4%) et belges (+8,8%). Concernant les nuitées des résidents, leur nombre s'est renforcé de 9,7%, après +10,3% à fin avril 2016. Par destination, cette évolution a bénéficié à l'ensemble des régions du Royaume.



De leur côté, les recettes touristiques ont repris leur évolution positive (+0,6%) à fin mai 2017, après un recul de 4,7% un mois plus tôt et une hausse de 6,9% à fin mai 2016, en relation avec une hausse de 19,7% enregistrée au seul mois de mai 2017.

Télécommunications : bonne tenue du segment de l'Internet

Au titre du premier trimestre 2017, le secteur des télécommunications maintient son dynamisme au niveau du segment de l'Internet, avec, toutefois, un ralentissement de l'activité de la téléphonie. En effet, le volume du parc global de l'Internet s'est boosté de 26,1%, en glissement annuel, en consolidation d'une hausse de 40,3% il y a une année, pour atteindre un taux de pénétration de 53,9%, après 42,8% à fin mars 2016 et ce, en dépit d'une augmentation de la facture moyenne mensuelle par client Internet de 4,2%.

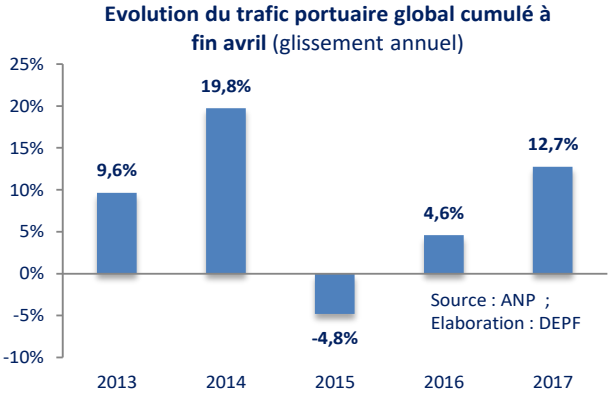


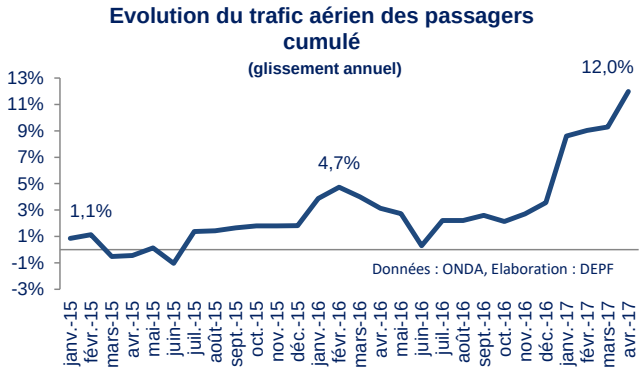
En revanche, le parc global de la téléphonie s'est replié de 0,9% à fin mars 2017, après un retrait de 3,4% un an plus tôt, tout en notant une amélioration de ce parc de 0,6% comparativement à fin 2016. Cette évolution découle, essentiellement, de la baisse du parc global de la téléphonie mobile de 0,7% par rapport à fin mars 2016, toutefois, en hausse de 0,7% par rapport à fin décembre 2016, pour ramener son taux de pénétration à 123,5% après 122,7% à fin décembre 2016 et 124,3% à fin mars 2016.

Pour ce qui est du trafic voix sortant du parc global de la téléphonie, il s'est contracté de 4,5% en une année, au terme du premier trimestre 2017, après une consolidation de 17,9% un an plus tôt, en raison de la baisse du trafic voix sortant de la téléphonie mobile de 4,4%, parallèlement à une stagnation du prix moyen à la communication de ce segment après une baisse de 29% un an auparavant.

Orientation favorable de l'activité de transport

Le volume de l'activité portuaire globale (y compris celle de transbordement au port de Tanger Med), s'est affermi, en glissement annuel, de 12,7% à fin avril 2017, après une augmentation de 4,6% il y a une année, porté par la croissance soutenue du trafic de transbordement (+31,2%), consolidée à la hausse du trafic national de 7,5%. Ce dernier a bénéficié, notamment, du bon comportement du trafic des exportations (+24,4%) et de celui de cabotage (+13,6%), allégé par la baisse de celui des importations de 1,5% après une hausse de 14,2% un an auparavant.





Quant à l'activité de transport aérien, sa bonne tenue se poursuit au terme des quatre premiers mois de 2017, affichant une consolidation du trafic de passagers de 12% en une année (après +3,1% à fin avril 2016) et de celui du fret de 11,9% (après +15,6%).

2. ELEMENTS DE LA DEMANDE

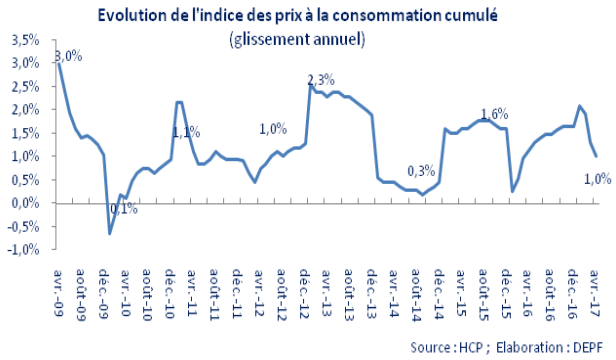
Au niveau de la demande intérieure, la consommation des ménages, soutenue par l'évolution maîtrisée des prix à la consommation (hausse de 1% de l'indice des prix à la consommation à fin avril 2017), devrait tirer profit de l'évolution favorable des revenus des ménages. Ceux-ci, bénéficiant des impacts favorables de la campagne agricole 2016/2017 (production céréalière de 102 millions de quintaux en plus de la bonne tenue des autres filières) devraient traduire, également, le bon comportement des transferts des MRE (+0,2% à fin mai 2017), des crédits à la consommation (+4,8% à fin avril 2017) et de la bonne tenue du marché de l'emploi qui a connu une création de 86.000 emplois rémunérés au titre du premier trimestre 2017.

Par ailleurs, le bon comportement des recettes des IDE (+4,2% à fin mai 2017), de l'encours des crédits à l'équipement (+5,8% à fin avril 2017) et de la valeur des importations des biens d'équipement (+8,1% à fin mai 2017) augure d'une orientation positive de l'effort d'investissement en 2017.

Légère hausse des prix en avril

L'indice des prix à la consommation (IPC) a connu, au cours du mois d'avril 2017, une hausse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette augmentation provient de l'augmentation de l'IPC alimentaire de 0,3%, portée par l'accroissement des prix des fruits de 3,7%, des viandes de 0,8% et des légumes de 0,2%, atténué par une baisse de 2,8% des prix de poissons et fruits de mer et de 0,2% de ceux du lait, fromage et œufs. Quant à l'IPC non alimentaire, il est resté inchangé par rapport au mois précédent.

A fin avril 2017, l'IPC s'est accru, en variation annuelle, de 1%, après une hausse de 1,1% un an auparavant, en rapport avec l'accroissement de l'IPC non alimentaire de 1,6%, tiré, essentiellement, par l'augmentation des prix de transport de 3,2%, de logement, eau, électricité et autres combustibles de 1,1%, de restaurants et hôtels de 3,4% et de l'enseignement de 2,9%. Quant à l'IPC alimentaire, il a augmenté de 0,4%, après une hausse de 1,6% un an auparavant.

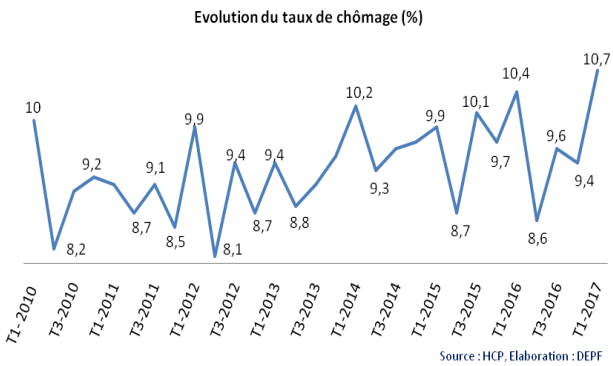


S'agissant du secteur manufacturier, son indice des prix à la production, hors raffinage de pétrole, a enregistré une légère baisse de 0,1% durant le mois d'avril 2017, comparativement au mois de mars de la même année. Ce recul s'explique par la baisse des prix à la production des industries alimentaires de 0,1%, des industries d'habillement de 0,5%, de la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques de 0,2% et de la fabrication d'équipements électriques de 0,1%. Par ailleurs, ce retrait a été atténué par l'augmentation des prix à la production des secteurs de la fabrication de textiles de 0,3%. Les indices des prix des industries extractives, de la production et distribution d'électricité et de production et distribution d'eau, ont stagné comparativement au mois précédent.

Marché du travail : création de 109.000 postes d'emploi au premier trimestre 2017

L'économie marocaine a connu une création de 86.000 nouveaux postes d'emploi rémunérés au premier trimestre 2017, dont 57.000 postes profitant au milieu urbain et 29.000 postes au milieu rural. Quant à l'emploi non rémunéré, il a enregistré une création de 23.000 postes (18.000 en zones rurales et 5.000 en zones urbaines).

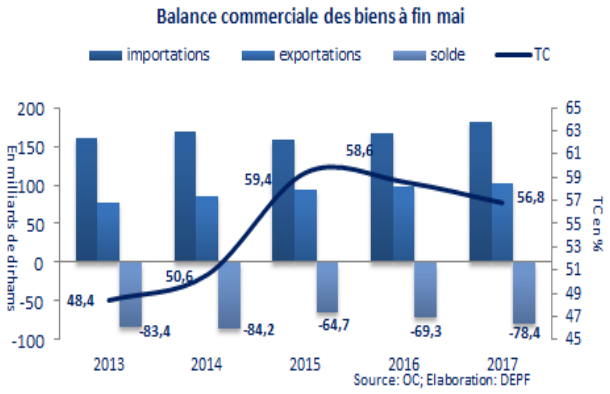
Les secteurs des « services » et de l' « agriculture, forêt et pêche » sont les secteurs à avoir créé le plus d'emplois nets durant le premier trimestre 2017. En effet, ces secteurs ont créé 45.000 et 28.000 emplois supplémentaires, respectivement. De leur côté, les secteurs du « BTP » et de l'«industrie y compris l'artisanat » ont connu une création de 20.000 et 16.000 nouveaux postes d'emploi respectivement.



Du côté du chômage, le nombre de chômeurs a augmenté de 63.000 personnes lors du premier trimestre 2017, pour atteindre 1.296.000 personnes, ce qui correspond à une hausse de 5,1%. Ainsi, le taux de chômage a augmenté de 0,3 point pour se situer à 10,7% contre 10,4% au titre du premier trimestre 2016. Cette hausse provient d'une augmentation de 0,7 point dans les villes, légèrement compensée par une baisse de 0,1 point dans les zones rurales.

Par tranche d'âge, les hausses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+0,6 point) et les adultes âgés de 25 à 34 ans (+0,5 point).

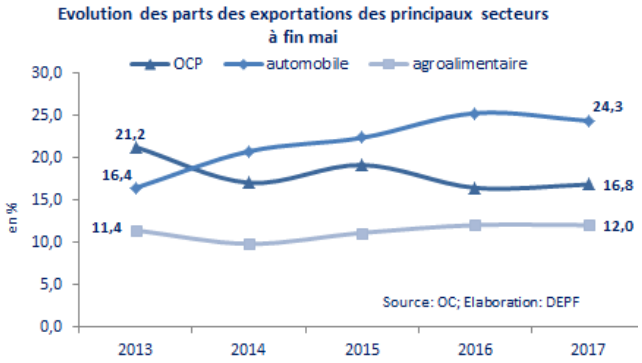
3. ECHANGES EXTERIEURS



A fin mai 2017, la situation des échanges extérieurs a été marquée par une augmentation du déficit commercial de 13,1% par rapport à l'année précédente, pour ressortir à 78,4 milliards de dirhams. Cette évolution est le résultat de la hausse de 8,6% des importations, à un rythme dépassant celui des exportations qui ont affiché une progression de 5,3%. Par conséquent, le taux de couverture a baissé de 1,8 point, d'un an à l'autre, pour s'établir à 56,8%.

Hausse des exportations, bénéficiant du bon comportement des ventes de phosphates, de l'agroalimentaire et des nouvelles industries

A fin mai 2017, les exportations de biens en valeur ont progressé de 5,3% pour ressortir à 103,3 milliards de dirhams. Excepté les expéditions du secteur du textile et cuir qui demeurent relativement stables, les exportations de tous les autres secteurs enregistrent des hausses, notamment les ventes du secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire (+1,5 milliard de dirhams), de phosphates et dérivés (+1,3 milliard) et de celles du secteur de l'automobile (+367 millions) et de l'aéronautique (+341 millions de dirhams).



Les exportations de phosphates et dérivés se sont établies à 17,4 milliards de dirhams à fin mai 2017, soit une amélioration de 7,9%, en variation annuelle. La part de ce secteur dans le total des exportations se situe à 16,8% contre 16,4% un an auparavant.

Suivant la même tendance, les exportations du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont augmenté de 6,7% à 24,3 milliards de dirhams. Cette évolution a résulté, essentiellement, de la hausse des exportations de l'industrie alimentaire de 6,1% à 12,4 milliards de dirhams et du raffermissement de celles des produits agricoles de 14,4% à 9,6 milliards de dirhams.

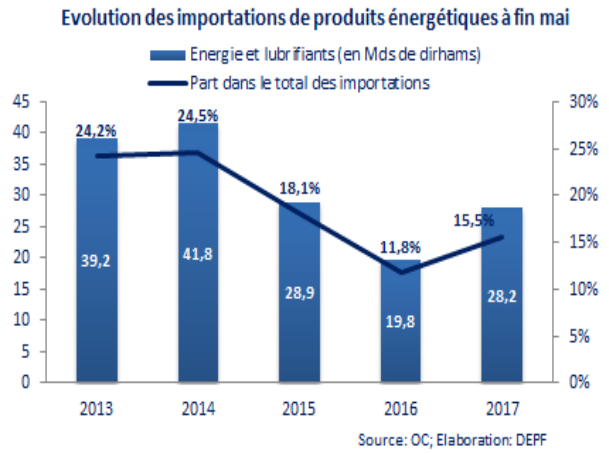
Les exportations de l'automobile, premier secteur exportateur au Maroc, se sont redressées d'environ 1,5% pour s'établir à 25,1 milliards de dirhams, soit 24,3% des exportations nationales de biens. Cette évolution recouvre, d'une part, la hausse des expéditions du segment construction (+2,1% à 13,8 milliards de dirhams) et, d'autre part, la baisse de celles de la filière câblage (-2,5% à 8,9 milliards de dirhams).

Pour leur part, les exportations des secteurs aéronautique et électronique se sont améliorées de 9% et 4,9% respectivement, à plus de 4,1 et 3,7 milliards de dirhams. Il est à noter, également, la progression des exportations du secteur de l'industrie pharmaceutique de 7,4% à 491 millions de dirhams.

De leur côté, les ventes du secteur du textile et cuir ont enregistré une légère hausse de 0,1% pour ressortir à 15,6 milliards de dirhams. Cette évolution s'explique, essentiellement, par les contre-performances des exportations des articles de bonneterie et des chaussures avec des régressions respectives de 4,5% et 0,2%, tandis que celles des vêtements confectionnés ont progressé de 0,3%.

Le reste des exportations, qui a représenté 12,1% des exportations totales, s'est accru de 13,4%.

Mouvement haussier des importations, sur fond de renchérissement de la facture énergétique



A fin mai 2017, les importations auraient poursuivi leur tendance haussière, affichant un accroissement de 8,6%, en glissement annuel, pour atteindre 181,8 milliards de dirhams. Cette hausse s'explique, pour l'essentiel, par l'augmentation des achats de produits énergétiques (+8,4 milliards de dirhams). Hors facture énergétique, les importations ne s'accroissent que de 4%. La hausse a concerné également les achats de biens d'équipement (+3,8 milliards de dirhams), de demi-produits (+598 millions), de produits bruts (+566 millions) et de produits alimentaires (+458 millions).

Pour une valeur de 28,2 milliards de dirhams, les importations des produits énergétiques se sont amplement raffermies de 42,7%, contribuant à hauteur de 59% dans la hausse des importations totales. L'augmentation de ces produits s'explique, particulièrement, par l'appréciation des achats des gas-oils et fuel-oils (+55% à 14 milliards de dirhams), et du gaz de pétrole et autres hydrocarbures (+34,4% à 6 milliards de dirhams).

Pour ce qui est des produits alimentaires, leurs importations se sont appréciées de 2,3% pour atteindre 20,5 milliards de dirhams à fin mai 2017. Elles ont été, essentiellement, tirées par l'augmentation conjointe des importations de sucre brut ou raffiné (+41,6% à 2,2 milliards de dirhams) et des dattes (+58,6% à 785 millions de dirhams).

Hors énergie et produits alimentaires, les importations ont progressé de 4,2% pour avoisiner 133 milliards de dirhams. Dans cette évolution, les achats de biens d'équipement continuent d'occuper le premier poste des importations nationales, affichant un accroissement de 8,1% à 50,6 milliards de dirhams. Cette augmentation tient, particulièrement, aux acquisitions des voitures industrielles (+1,2 milliard de dirhams), des machines et appareils divers (+861 millions) et des diodes, transistors et dispositifs photosensibles (+506 millions).

Sur la courbe de la hausse figurent, également, les produits bruts, dont les importations ont augmenté de 7,4% à 8,2 milliards de dirhams. Cette évolution recouvre la hausse conjointe des achats de ferraille et autres minerais (+296 millions de dirhams) et de l'huile de soja brute ou raffinée (+277 millions).

De même, les achats de produits finis de consommation se sont accrus de 1,2% à 33,9 milliards de dirhams à fin mai 2017. Ainsi, les importations des sièges, meubles, matelas et articles d'éclairage ont augmenté de 15,8%. Il en est de même pour les achats des tissus et fils de coton et des réfrigérateurs, lave-vaisselle et autres articles domestiques qui se sont, également, appréciés de 9,5% et 14,9% respectivement.

Enfin, les achats des demi-produits se sont inscrits en légère hausse de 1,5% à 40,2 milliards de dirhams (22,1% du total des importations). Ce résultat a concerné, notamment, les produits chimiques (+35,7% à 4,8 milliards de dirhams) et les engrais naturels et chimiques (+49,7% à 1,2 milliard).

Regain de croissance pour les flux des IDE

Concernant les autres flux financiers, ils ont été marqués par la hausse du flux des IDE de 24% pour atteindre 12,9 milliards de dirhams, recouvrant une augmentation des recettes de 4,2% à 15,2 milliards de dirhams et un recul des dépenses de 45,4% à 2,3 milliards. De leur côté, les recettes de voyage ont enregistré une légère reprise de 0,6% pour atteindre 22,8 milliards de dirhams, alors que les transferts des MRE ont quasiment stagné (+0,2%) à 24,3 milliards de dirhams. Ces deux postes ont, ainsi, permis de couvrir 60,1% du déficit commercial, après 67,7% un an auparavant.

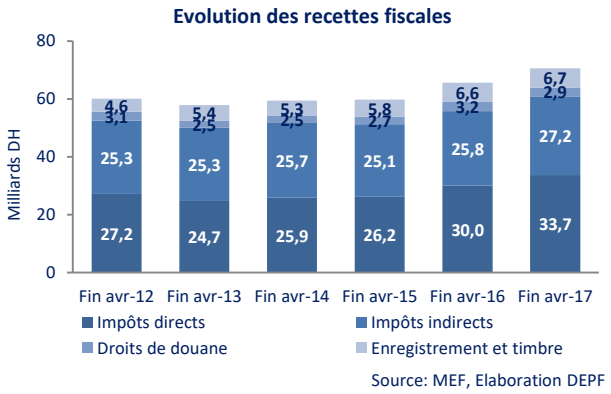
4. FINANCES PUBLIQUES (HORS TVA DES COLLECTIVITES LOCALES)

La situation des charges et ressources du Trésor à fin avril 2017 fait ressortir la poursuite de l'atténuation du déficit budgétaire pour se situer à 11,9 milliards de dirhams, soit un allègement de 45,3% ou de 9,9 milliards de dirhams. Compte tenu de la hausse de l'excédent du solde des comptes spéciaux du Trésor, cette évolution aurait résulté, particulièrement, de la hausse des recettes ordinaires, conjuguée au léger repli des dépenses globales.

Bon comportement des recettes fiscales

Au terme des quatre premiers mois de 2017, les recettes ordinaires se sont raffermies, en glissement annuel, de 4% pour avoisiner 74 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable, essentiellement, au maintien du bon comportement des recettes fiscales, atténué par le recul des recettes non fiscales.

Les recettes fiscales se sont appréciées de 7,7% par rapport à fin avril 2016 pour atteindre 70,6 milliards de dirhams. Cette amélioration s'explique, essentiellement, par la hausse des recettes des impôts directs, ainsi que de celles des impôts indirects.



Source: MEF, Elaboration DEPF

Les recettes des impôts directs ont augmenté par rapport à fin avril 2016 de 12,4% pour s'établir à 33,7 milliards de dirhams. Cette évolution est imputable à l'accroissement des recettes de l'IS de 19,2% pour s'élever à 18,7 milliards de dirhams, ainsi qu'à la hausse des recettes de l'IR de 4,6% pour atteindre 14,3 milliards de dirhams. Les recettes de l'IR sur les profits immobiliers ont augmenté de 1,5% pour atteindre 1,4 milliard de dirhams, tandis que celles de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) ont reculé de 5,5% pour s'établir à 2,7 milliards de dirhams.

De leur côté, les recettes des impôts indirects ont augmenté, par rapport à fin avril 2016, de 5,7% pour atteindre 27,2 milliards de dirhams. Cette hausse est en relation avec l'effet conjoint du raffermissement des recettes de la TVA et du recul de celles des TIC.

Les recettes de la TVA se sont appréciées de 9,1% pour se situer à 18,9 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des recettes de la TVA à l'importation de 5,5% à 11,5 milliards de dirhams, ainsi que l'augmentation de celles de la TVA intérieure de 15,2% à 7,4 milliards de dirhams après un recul de 9,8% l'année précédente. Ces dernières tiennent compte de remboursements pour un montant de 2 milliards de dirhams à fin avril 2017 après 2,7 milliards de dirhams à fin avril 2016.

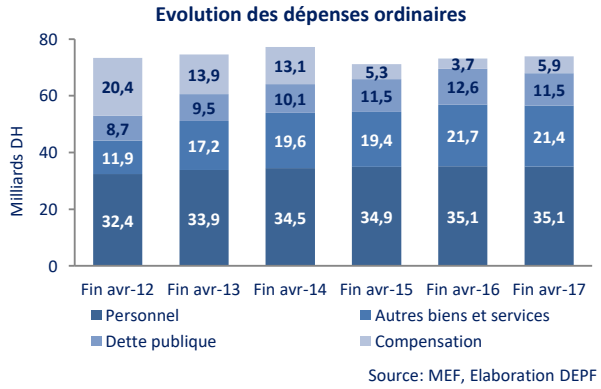
Quant aux recettes des TIC, elles ont reculé de 1,3% pour s'établir à 8,3 milliards de dirhams, sous l'effet du repli des recettes des TIC sur les tabacs manufacturés de 3,5% à 3 milliards de dirhams et du léger recul de celles des TIC sur les produits énergétiques de 0,6% à 4,8 milliards de dirhams.

S'agissant des recettes relatives aux droits d'enregistrement et de timbre, elles ont augmenté de 1,8% pour s'établir à 6,7 milliards de dirhams, en relation avec la hausse des recettes de la TSAVA (+92 millions de dirhams). En revanche, les recettes des droits de douane ont reculé de 7,9% pour se situer à 2,9 milliards de dirhams.

Les recettes non fiscales se sont repliées, en glissement annuel, de 47,5% pour s'établir à 2,7 milliards de dirhams à fin avril 2017. Cette évolution est attribuable à la baisse des autres recettes non fiscales de 61,4% à 1,9 milliard de dirhams, sous l'effet, essentiellement, de la baisse des recettes au titre de dons reçus des pays du CCG de 77,9% à 348 millions de dirhams et des recettes en atténuation des dépenses de la dette de 88,9%

à 157 millions de dirhams. En revanche, les recettes de monopoles se sont raffermies, passant de 276 millions de dirhams à fin avril 2016 à 809 millions de dirhams à fin avril 2017.

Légère hausse des dépenses ordinaires



Source: MEF, Elaboration DEPF

A fin avril 2017, les dépenses ordinaires ont augmenté, en glissement annuel, de 1% pour atteindre 73,9 milliards de dirhams. Cette évolution s'explique exclusivement par la hausse des charges de compensation. Ces dernières se sont accrues, en glissement annuel, de 59,5% pour atteindre 5,9 milliards de dirhams, après un repli de 30,4% l'année précédente.

En revanche, les dépenses de biens et services ont enregistré un léger recul de 0,5% pour s'établir à 56,5 milliards de dirhams, recouvrant une quasi-stagnation des dépenses de personnel à 35,1 milliards de dirhams et une baisse des dépenses des autres biens et services de 1,2% à 21,4 milliards de dirhams. Ces dernières tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (4,4 milliards de dirhams contre 3,5 milliards), aux divers établissements et entreprises publics (7,6 milliards de dirhams contre 7,9 milliards) et aux comptes spéciaux du Trésor (0,9 milliard de dirhams contre 1,5 milliard).

Les charges en intérêts de la dette ont diminué de 9,3% pour se situer à 11,5 milliards de dirhams, sous l'effet conjoint du repli de celles de la dette intérieure de 9,6% à 10,9 milliards de dirhams et de celles de la dette extérieure de 2,8% à 613 millions de dirhams.

Pour leur part, les dépenses d'investissement ont reculé de 4,1% pour s'établir à 23,2 milliards de dirhams à fin avril 2017.

Poursuite de l'allègement du déficit budgétaire

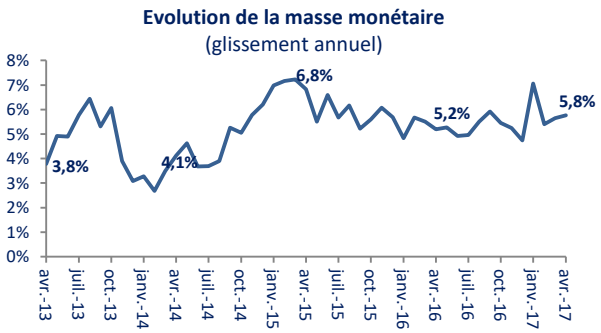
Tenant compte du raffermissement de l'excédent du solde des comptes spéciaux du Trésor, passant de 4,4 milliards de dirhams à fin avril 2016 à 11,2 milliards à fin avril 2017, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un allègement du déficit budgétaire de 9,9 milliards de dirhams, passant à 11,9 milliards de dirhams à fin avril 2017 contre 21,8 milliards l'année dernière. Pour combler le besoin de financement, et compte tenu d'un flux net extérieur négatif de 2,1 milliards de dirhams, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 15,6 milliards de dirhams.

5. FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Amélioration de la création monétaire

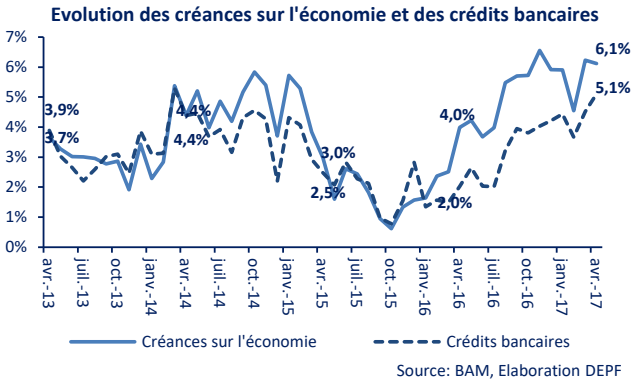
A fin avril 2017, la masse monétaire (M3) a augmenté, en glissement mensuel, de 0,4% à 1202,2 milliards de dirhams. Cette évolution a résulté, essentiellement, de la hausse des crédits bancaires et des créances nettes sur l'administration centrale, tandis que les réserves internationales nettes se sont repliées.

En glissement annuel, le taux d'accroissement de M3 s'est accéléré, s'établissant à +5,8% à fin avril 2017 après +5,6% à fin mars 2017 et après +5,2% l'année précédente. Cette évolution a découlé, particulièrement, de l'amélioration des rythmes d'accroissement des crédits bancaires et des créances nettes sur l'administration centrale, alors que celui des réserves internationales nettes a poursuivi son ralentissement.



Source: BAM, Elaboration DEPF

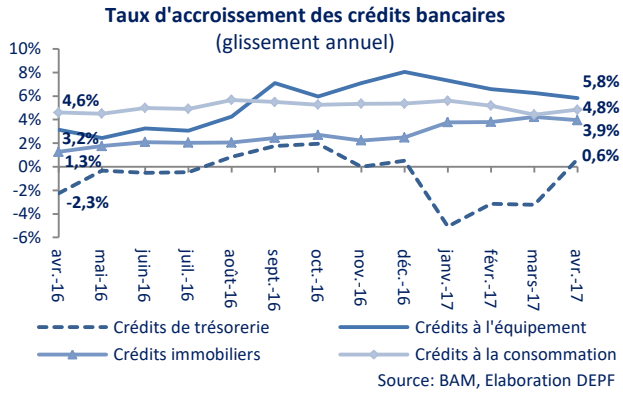
Les créances sur l'économie ont enregistré une légère hausse, en glissement mensuel, de 0,1% pour s'établir à 958,2 milliards de dirhams. Cette évolution recouvre la hausse des crédits bancaires de 0,5% pour se situer à 808,5 milliards de dirhams, sous l'effet du raffermissement des facilités de trésorerie de 3,5%, des crédits à l'équipement de 0,2% et des crédits à la consommation de 0,3%. Les crédits à l'immobilier ont stagné par rapport à leur niveau du mois précédent, alors que les crédits à caractère financier ont reculé de 3,1%. Les créances en souffrance, quant-à-elles, ont augmenté, en glissement mensuel, de 2% après un léger repli de 0,4% le mois précédent.



Source: BAM, Elaboration DEPF

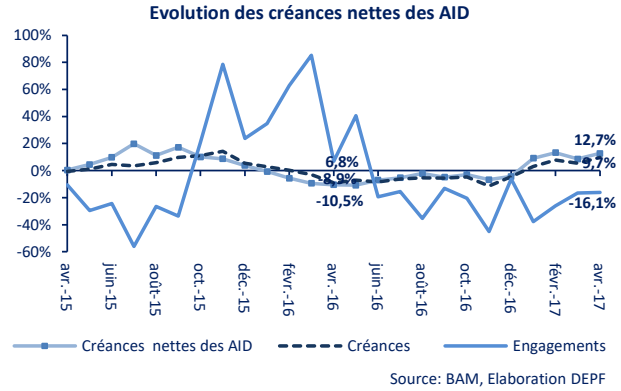
En glissement annuel, le taux de progression des créances sur l'économie s'est accéléré pour s'établir à +6,1% (+55,2 milliards de dirhams), soit quasiment le même taux enregistré le mois précédent (+6,2%), après +4% (+34,7 milliards) à fin avril 2016. Cette évolution recouvre, notamment, l'amélioration du rythme d'accroissement, en glissement annuel, des crédits bancaires, s'établissant à +5,1% (+39,3 milliards de dirhams) après +4,5% (+34,8 milliards) le mois précédent et +2% (+15,3 milliards) l'année dernière.

L'amélioration du rythme de progression des crédits bancaires a concerné, notamment, les crédits à l'équipement (+5,8% après +3,2% un an auparavant), les crédits à la consommation (+4,8% après +4,6%), les crédits de trésorerie (+0,6% après -2,3%), les crédits à caractère financier (+13,9% après +1,4%) et les crédits à l'immobilier (+3,9% après +1,3%). L'évolution de ces derniers recouvre une hausse des crédits à l'habitat de 4,8% après +5,6% et une augmentation de ceux aux promoteurs immobiliers de 1,1% après un repli de 9,2% un an auparavant. S'agissant des créances en souffrance, leur rythme de croissance a ralenti, s'établissant à +4,3% après +12,1% l'année précédente.



Source: BAM, Elaboration DEPF

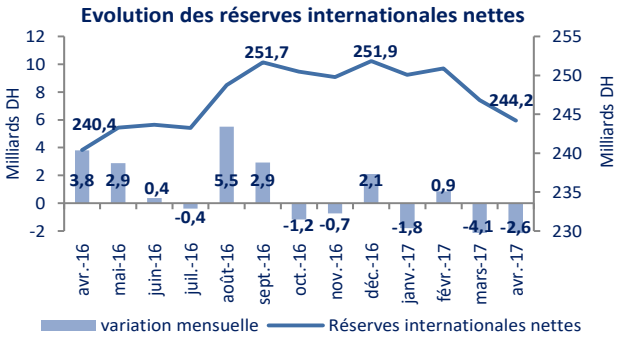
Les créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale (AC)[1] ont augmenté, en glissement mensuel, de 3,7% pour s'établir à 153,4 milliards de dirhams, après une baisse de 5,5% le mois précédent et de 3% à fin février 2017.



Source: BAM, Elaboration DEPF

En glissement annuel, ces créances se sont accrues de 13%, après une hausse de 9,7% le mois précédent et après une baisse de 11,2% l'année précédente. L'amélioration enregistrée comparativement à l'année précédente est en relation avec l'augmentation des recours du Trésor aux Autres Institutions de Dépôts (AID) de 12,7% après un recul de 10,5% à fin avril 2016.

L'évolution de ces recours recouvre l'effet conjoint de la hausse des créances des AID sur l'AC de 9,7% après une baisse de 8,9% l'année précédente, notamment les détentions des banques en bons du Trésor (+11% après -12,4%) et le repli de leurs engagements[2] vis-à-vis de l'AC de 16,1% après une hausse de 6,8% un an auparavant.



Source: BAM, Elaboration DEPF

Les réserves internationales nettes (RIN)[3] ont reculé pour le deuxième mois consécutif, en glissement mensuel, de 1,1% ou de 2,6 milliards de dirhams, pour s'établir à 244,2 milliards de dirhams à fin avril 2017, soit l'équivalent de 6 mois et 10 jours d'importations de biens et services contre 7 mois et 3 jours à fin avril 2016. En glissement annuel, le taux d'accroissement des réserves internationales nettes a poursuivi sa décélération, s'établissant à +1,6% (+3,8 milliards de dirhams) à fin avril 2017 après +4,3% (+10,2 milliards) le mois précédent et +25,4% (+48,8 milliards) un an auparavant.

Au niveau des composantes de M3, l'évolution de cette dernière, en glissement mensuel, reflète la hausse de la circulation fiduciaire de 0,8%, des dépôts à vue auprès des banques de 0,7% et des comptes d'épargne de 0,2%. En revanche, les dépôts à vue auprès du Trésor, les titres d'OPCVM monétaires et les dépôts en devises se sont repliés respectivement de 5,5%, 4,2% et 0,6%.

En glissement annuel, l'évolution de M3 recouvre, particulièrement, l'amélioration du rythme d'accroissement des dépôts à vue auprès des banques (+9,1% après +6,9% l'année dernière) et la hausse des titres d'OPCVM monétaires de 6,6% après un repli de 1,2% l'année précédente. En revanche, un ralentissement a été enregistré par les taux de progression de la circulation fiduciaire (+6,1% après +7,1% un an auparavant) et des placements à vue (+4,8% après +6,2%), tandis que les comptes à terme auprès des banques ont reculé de 8,5% après une hausse de 2,1% l'année précédente.

[1] L'administration centrale comprend l'Etat et les établissements publics d'administration centrale dont la compétence s'étend sur la totalité du territoire économique.

[2] Composés principalement des sommes dues à l'Etat, ainsi que des fonds spéciaux de garantie destinés à garantir les crédits distribués, dont le solde n'est remboursable qu'à l'extinction des crédits couverts.

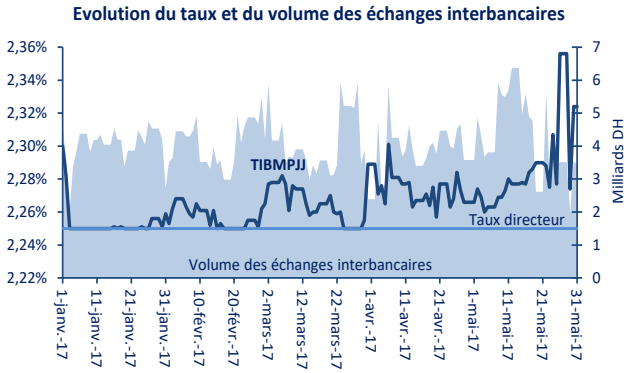
[3] Ce sont les avoirs officiels de réserve nets des engagements à court terme de BAM envers les non-résidents. Il s'agit des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif de BAM, constitués de l'or monétaire, des monnaies étrangères, des dépôts et Titres inclus dans les réserves officielles, de la position de réserve au FMI et des avoirs en DTS.

Concernant les agrégats de placements liquides, leur encours a enregistré une légère hausse par rapport au mois précédent de 0,3%, sous l'effet de l'augmentation de l'encours des titres d'OPCVM obligataires (PL2) de 0,5% et de celui des titres d'OPCVM actions et diversifiés (PL3) de 1,6%, alors que celui des titres d'OPCVM contractuels et des titres de créances négociables (PL1) a stagné. En glissement annuel, cet encours s'est accru de 2,8% après une hausse de 16,3% à fin avril 2016. Cette évolution est en relation avec l'accroissement de l'encours de PL1, PL2 et PL3 respectivement de 1,9%, 0,5% et 25,3%, après +14,1%, +22,8% et +5,6% l'année précédente.

Hausse du besoin de liquidité des banques au cours du mois de mai 2017

Au cours du mois de mai 2017, le besoin de liquidité des banques s'est accru par rapport au mois précédent, en relation avec le repli des réserves internationales nettes suite aux importants achats de devises effectués par les banques. En date du 02 juin 2017, les réserves internationales nettes ont enregistré un repli notable par rapport à fin avril 2017 de 6,1% ou de 14,9 milliards de dirhams pour s'établir à 229,3 milliards de dirhams, enregistrant ainsi un recul de 9% par rapport à fin décembre 2016 et de 5,9% en glissement annuel.

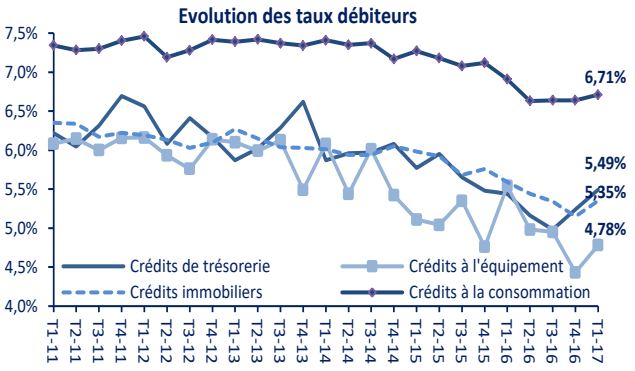
Afin de combler l'insuffisance des trésoreries bancaires, Bank Al-Maghrib a augmenté le volume de ses interventions pour l'injection de la liquidité, essentiellement à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre, dont le volume moyen s'est établi à 22,3 milliards de dirhams après 14,8 milliards en avril 2017, face à une demande qui s'est inscrite en hausse (en moyenne 32,7 milliards de dirhams après 29,7 milliards). La Banque Centrale est intervenue, également, à travers les opérations de prêts garantis à 1 an au titre du programme de soutien au financement des TPME dont l'encours s'est maintenu à 4,5 milliards de dirhams à fin mai 2017. En outre, la Banque Centrale a servi des avances à 24 heures suite à la demande de certaines banques.



Source BAM, Elaboration DEPF

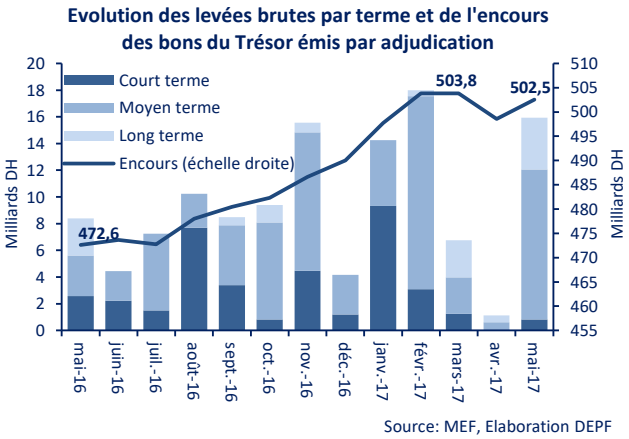
Quant au taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour (TIMPJJ), il s'est orienté à la hausse au cours du mois de mai 2017 pour atteindre un haut niveau de 2,36% le 26 du mois, avant de s'inscrire en baisse et clôturer le mois à 2,32%. En moyenne, il s'est établi à 2,29%, en hausse de 2 points de base comparativement au mois précédent. De son côté, la volatilité du taux interbancaire a enregistré une hausse de 1,8 point de base, par rapport au mois d'avril 2017, pour atteindre 2,7 points. S'agissant du volume moyen des transactions interbancaires, il a augmenté par rapport au mois précédent de 10,2% pour s'établir à 4,4 milliards de dirhams.

Concernant l'évolution des taux débiteurs, les résultats de l'enquête de Bank Al-Maghrib auprès des banques pour le premier trimestre 2017 révèlent une hausse du taux moyen pondéré du crédit bancaire, en glissement trimestriel, de 31 points de base à 5,48%. Cette augmentation a concerné l'ensemble des catégories de crédit, notamment, les taux moyens appliqués aux crédits à l'équipement (+35 pb à 4,78%), aux crédits de trésorerie (+25 pb à 5,49%), aux crédits à l'immobilier (+20 pb à 5,35%) et aux crédits à la consommation (+7 pb à 6,71%).



Source: BAM, Elaboration DEPF

Hausse notable du recours du Trésor au marché des adjudications en mai 2017



Source: MEF, Elaboration DEPF

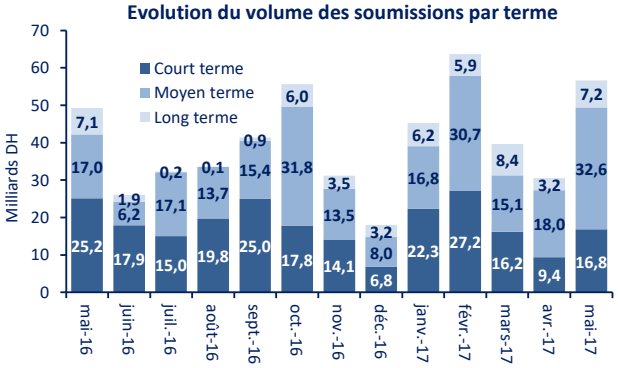
Au cours du mois de mai 2017, les levées brutes du Trésor au niveau du marché des adjudications se sont nettement raffermies, passant de 1,1 milliard de dirhams en avril 2017 à 15,9 milliards de dirhams. Ces levées ont été prédominées par les maturités moyennes à hauteur de 70,6% après 54,8% le mois précédent. Celui des maturités longues a canalisé 24,3% des levées du mois après 45,2% le mois dernier, alors que celui des maturités courtes n'a représenté que 5,1%.

Quant aux remboursements du Trésor, ils ont augmenté par rapport au mois précédent de 88,6% pour atteindre 12 milliards de dirhams. Ainsi, les levées nettes du trésor ont été positives de 3,9 milliards de dirhams au cours du mois de mai 2017 après qu'elles aient été négatives de 5,2 milliards de dirhams en avril 2017.

Au terme des cinq premiers mois de 2017, les levées brutes du Trésor ont totalisé 56,1 milliards de dirhams, en hausse de 8,2% par rapport à fin mai 2016. Le volume souscrit des maturités moyennes a plus que doublé pour atteindre 34 milliards de dirhams, pour prédominer les levées à hauteur de 60,6% après 32,3% l'année précédente. De même, le volume levé en maturités courtes a plus que doublé pour se situer à 14,5 milliards de dirhams pour représenter 25,8% des levées après 11,7% un an auparavant. En revanche, le volume levé des maturités longues a reculé de 73,7% pour se situer à 7,6 milliards de dirhams, soit 13,6% des levées après 56% l'année dernière.

Compte tenu des remboursements du Trésor qui ont diminué, en glissement annuel, de 11,6% pour s'établir à 43,6 milliards de dirhams à fin mai 2017, les levées nettes du Trésor ont atteint 12,5 milliards de dirhams contre 2,5 milliards l'année précédente. De ce fait, l'encours des bons du Trésor émis par adjudication s'est accru de 0,8% par rapport à fin avril 2017 et de 2,6% par rapport à fin décembre 2016 pour s'établir à 502,5 milliards de dirhams à fin mai 2017. La structure de cet encours reste prédominée par les maturités à long terme, représentant 57,1% de l'encours à fin mai 2017 après 57,8% à fin décembre 2016, ainsi que par les maturités moyennes dont le poids s'est établi à 38,7% après 38,3%. La part du court terme qui demeure faible s'est située à 4,3% après 3,9%.

S'agissant du volume des soumissions sur le marché des adjudications au cours du mois de mai 2017, il a augmenté par rapport au mois précédent de 85,5% pour s'établir à 56,6 milliards de dirhams. Ce volume a été prédominé par les maturités moyennes à hauteur de 57,6% après 58,9% le mois précédent, suivies des maturités courtes (29,7% après 30,7%) et des maturités longues (12,7% après 10,4%).



Source: MEF, Elaboration DEPF

Au terme des cinq premiers mois de 2017, le volume des soumissions a atteint 235,8 milliards de dirhams, en baisse de 6,3% par rapport à fin mai 2016. Ce repli a concerné les maturités longues dont le volume a reculé de 50,4% pour se situer à 30,8 milliards de dirhams, soit 13,1% du volume des soumissions contre 24,7%

l'année dernière. En revanche, le volume soumissionné des maturités moyennes et courtes s'est apprécié respectivement de 8,2% et 8,3% pour s'établir à 113,1 et 91,8 milliards de dirhams, pour canaliser 48% et 38,9% des soumissions après 41,6% et 33,7% l'année précédente.

Evolution des taux des bons du Trésor

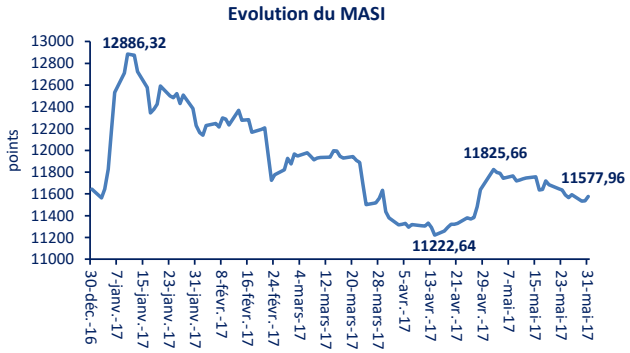
	Mai.17	Dernières émissions		Var
		Taux	Date	
13 semaines	2,09%	2,09%	Mars.17	-
26 semaines	-	2,15%	Mars.17	-
52 semaines	2,26%	2,27%	Mars.17	-1 pb
2 ans	2,43%	2,41%	Avr.17	+2 pb
5 ans	2,79%	2,76%	Avr.17	+3 pb
10 ans	3,27%	3,26%	Mars.17	+1 pb
15 ans	3,87%	3,87%	Févr.17	-
20 ans	4,06%	4,02%	Mars.17	+4 pb
30 ans	-	4,45%	Avr.17	-

Source : Bank Al-Maghrib

Concernant les taux moyens pondérés primaires des bons du Trésor au titre du mois de mai 2017, comparativement aux taux des dernières émissions, leur évolution a été différenciée, toutefois, enregistrant des variations modérées.

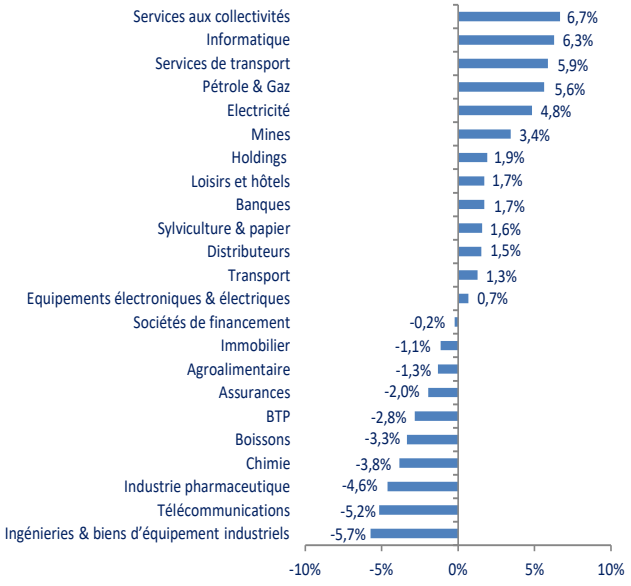
Léger repli des indicateurs de la Bourse de Casablanca au cours du mois de mai 2017

Dans un contexte marqué par les détachements des dividendes des sociétés cotées, les indicateurs de la Bourse de Casablanca ont enregistré une légère baisse au cours du mois de mai 2017 après la hausse enregistrée au cours du mois d'avril 2017. Les indices MASI et MADEX ont clôturé le mois de mai à 11577,96 et 9441,74 points respectivement, en baisse de 0,5% chacun par rapport à fin avril 2017, ramenant leurs performances par rapport à fin décembre 2016 à -0,6% et -1,1% après -0,1% et -0,6% le mois précédent.



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Evolution des indices sectoriels à fin mai 2017
(glissement mensuel)

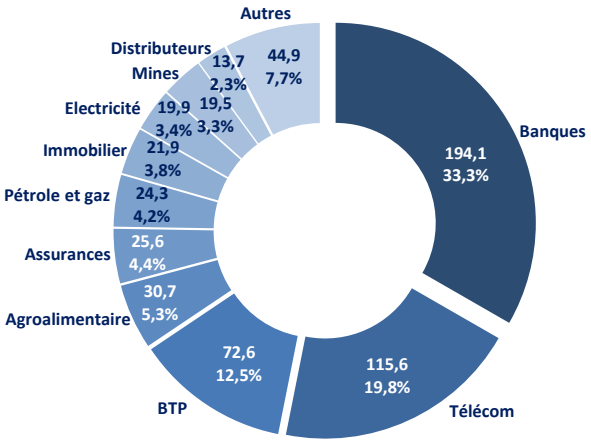


Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Au niveau sectoriel, parmi les 23 secteurs représentés à la cote de la Bourse de Casablanca, la baisse a concerné 10 secteurs, particulièrement, les indices des secteurs des télécommunications (-5,2%), du BTP (-2,8%) et de l'agroalimentaire (-1,3%). Ces trois secteurs canalisent respectivement 19,8%, 12,5% et 5,3% de la capitalisation boursière. Les performances positives du mois ont été marquées, notamment, pour les indices des secteurs de services aux collectivités (+6,7%), de matériels, logiciels & services informatiques (+6,3%), des services de transport (+5,9%) et de pétrole et gaz (+5,6%). L'indice du secteur des banques qui représente 33,3% de la capitalisation boursière s'est apprécié de 1,7%.

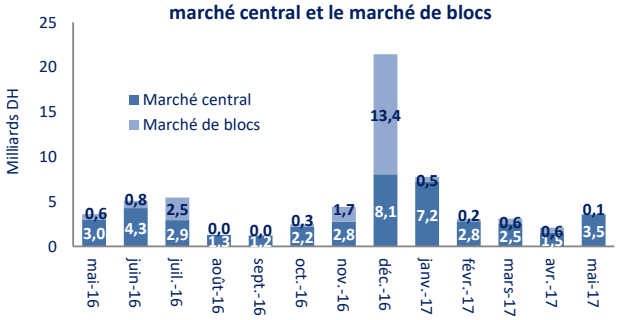
De son côté, la capitalisation boursière a reculé par rapport à fin avril 2017 de 0,6% pour s'établir à 583 milliards de dirhams, ramenant ainsi sa performance par rapport à fin décembre 2016 à -0,1% après une augmentation de 0,6% à fin avril 2017.

Capitalisation boursière par secteur à fin mai 2017
(Poids et valeur en milliards de DH)



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Evolution du volume mensuel des transactions sur le marché central et le marché de blocs



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Le volume global des transactions réalisé au titre du mois de mai 2017 a atteint 3,6 milliards de dirhams, en hausse de 66,4% par rapport au mois précédent. Ce volume s'est réparti à hauteur de :

- 96,4% pour le marché central. Les transactions sur ce marché ont plus que doublé par rapport au mois précédent pour atteindre 3,5 milliards de dirhams. Les valeurs BCP, Attijariwafa Bank, Itissalat Al-Maghrib, Sodep Marsa Maroc et LafargeHolcim Maroc ont canalisé respectivement 23,9%, 11,9%, 11,9%, 7,6% et 7,1% du volume des transactions en actions sur ce marché ;
- 3,3% pour le marché de blocs où les échanges ont reculé, par rapport au mois précédent, de 79,5% pour se situer à 119,7 millions de dirhams ;
- 0,2% pour les transferts d'actions ;
- 0,1% pour les apports d'actions.

Au terme des cinq premiers mois de 2017, le volume global des transactions a augmenté par rapport à fin mai 2016 de 40,8% pour atteindre 20,1 milliards de dirhams.

N° : 244

Tableau de bord de l'économie marocaine

Agrégats de la comptabilité nationale(1)	2014	2015	2016
Produit Intérieur Brut (aux prix de l'année précédente) (base 2007)	2,6	4,5	1,2

Echanges extérieurs (millions de Dhs) (Données préliminaire)	mai-16	mai-17	(%)
Importations globales	167 442	181 759	8,6
Énergie et lubrifiants	19 800	28 254	42,7
Produits finis d'équipement	46 827	50 611	8,1
Exportations globales	98 087	103 312	5,3
Automobile	24 754	25 121	1,5
Phosphates et dérivés	16 128	17 409	7,9
Déficit commercial	-69 355	-78 447	13,1
Taux de couverture (en %)	58,6	56,8	
Transferts MRE	24 290	24 329	0,2
Recettes voyages	22 707	22 834	0,6
Recettes des IDE	14 561	15 173	4,2

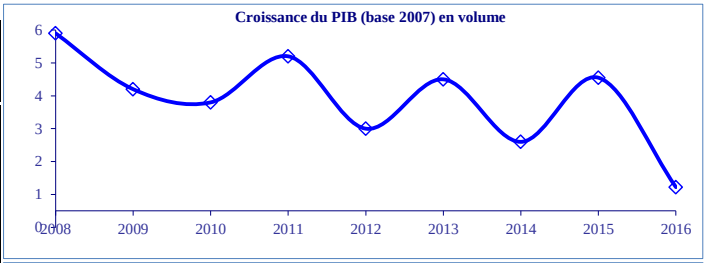
Monnaie (millions de Dhs)	avr.-16	avr.-17	(%)
Agrégat M3	1 136 642	1 202 151	5,8
Réserves Internationales Nettes	240 405	244 182	1,6
Créances nettes sur l'administration centrale	135 770	153 438	13,0
Créances sur l'économie	902 918	958 150	6,1
Dont : Crédits des AID	780 481	815 814	4,5
Crédits immobiliers	241 849	251 393	3,9
Crédits à l'équipement	143 852	152 229	5,8
Crédits à la consommation	47 276	49 567	4,8

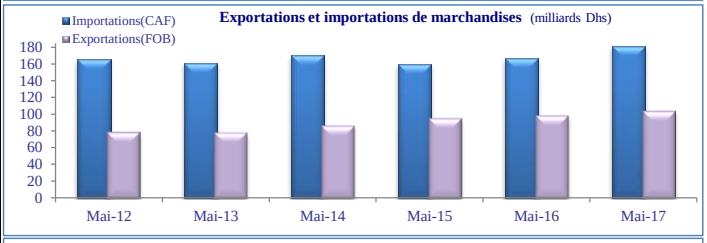
Bourse	mai-16	mai-17	(%)
MASI	9 758	11 578	18,7
MADEX	7 966	9 442	18,5
Volume des transactions (2) (millions de Dhs)	12 604	19 611	55,6

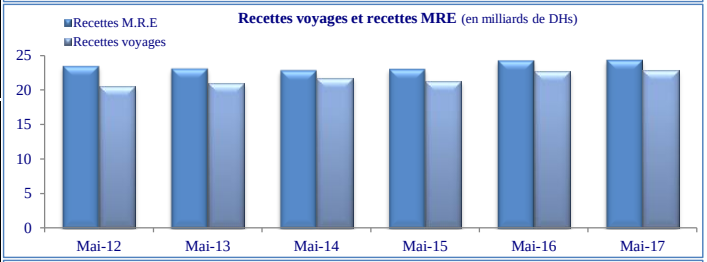
Indice des prix à la consommation (100=2006)	avr.-16	avr.-17	(%)
Indice des prix à la consommation (100=2006)	116,0	117,2	1,0
Produits alimentaires	124,7	125,2	0,4
Produits non alimentaires	109,7	111,5	1,6

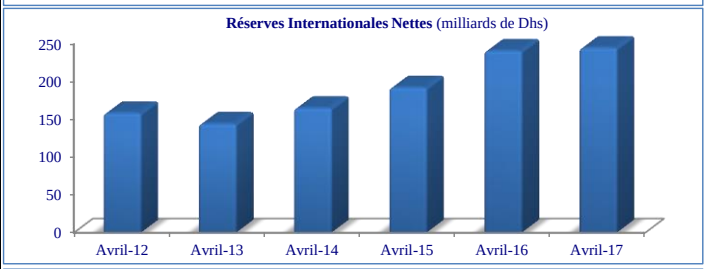
Taux de change (en MAD)	mai-16	mai-17	(%)
Euro	10,97	10,88	-0,9
Dollar américain US$	9,71	9,84	1,4

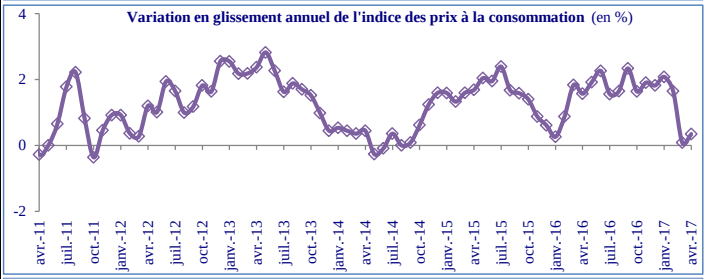
Taux d'intérêt (dernières émissions)	déc.-16	mai-17	Pb 100
Taux adjudications (13 semaines)	2,10	2,09	-1,0
(26 semaines)	2,15	2,15	0,0
(52 semaines)	2,34	2,26	-8,0
(2ans)	2,43	2,43	0,0

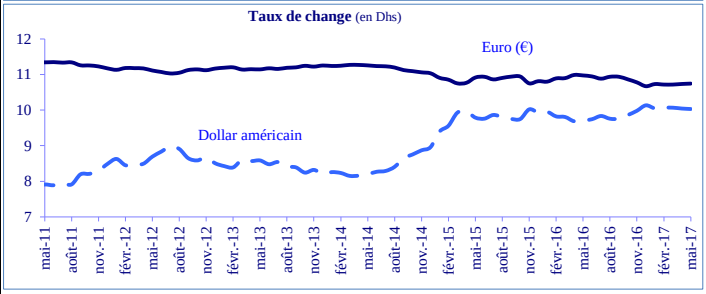










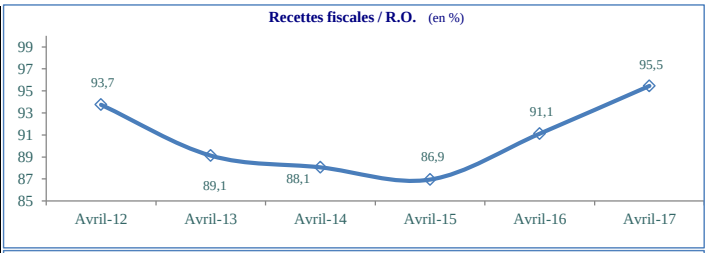


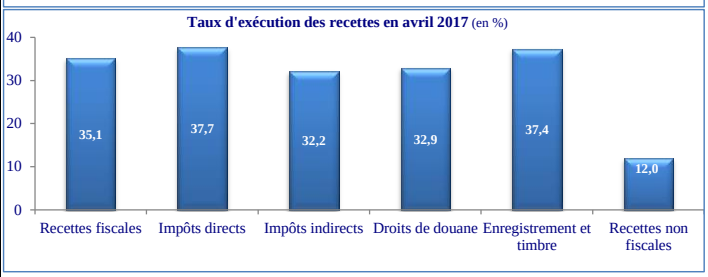
Finances publiques (hors TVA des CL)	avr.-16	avr.-17	(%)
Recettes ordinaires (R.O) (en milliards de Dhs)	71 123	73 953	4,0
Recettes fiscales	65 551	70 590	7,7
Impôts directs	29 967	33 672	12,4
IS	15 720	18 737	19,2
IR	13 711	14 342	4,6
Impôts indirects	25 761	27 230	5,7
TVA	17 312	18 889	9,1
TIC	8 450	8 341	-1,3
Droits de douane	3 195	2 942	-7,9
Enregistrement et timbre	6 628	6 746	1,8
Recettes non fiscales	5 083	2 667	-47,5
Monopoles	276	809	-
Dépenses ordinaires (D.O)	73 172	73 909	1,0
Biens et services	56 830	56 536	-0,5
Personnel	35 138	35 106	-0,1
Autres biens et services	21 692	21 430	-1,2
Dette publique intérieure	12 014	10 862	-9,6
Dette publique extérieure	631	613	-2,8
Compensation	3 697	5 898	59,5
Investissement	24 160	23 179	-4,1

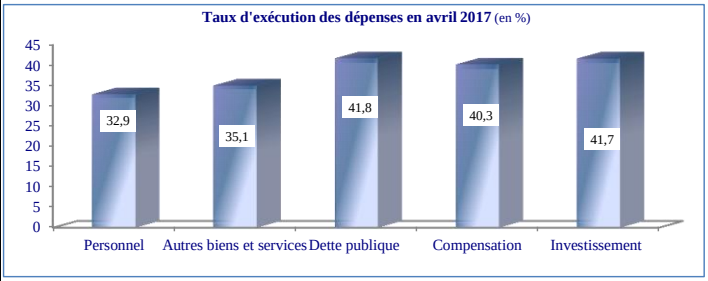
Activités sectorielles	févr.-16	févr.-17	(%)
Débarquements de la pêche côtière (en mille tonne)	209	168	-19,2
Débarquements de la pêche côtière (en millions DH)	1 103	1 309	18,7
	mars-16	**mars-17**	**(%)**
Parc global de la téléphonie mobile (milliers)	42 064	41 785	-0,7
Taux de pénétration (%)	124,3	123,5	
Parc global de la téléphonie fixe (milliers)	2 174	2 064	-5,1
Parc total des abonnés Internet (milliers)	14 480	18 256	26,1
Energie appellée nette (GWh)	8 229	8 447	2,7
Consommation d'électricité (GWh)	7 109	7 224	1,6
	avr.-16	**avr.-17**	**(%)**
Ventes de ciment (mille tonnes)	5 078	4 808	-5,3
Trafic portuaire (mille tonnes) (5)	38 671	43 599	12,7
Nuitées dans les EHC(4) (en milliers)	5 699	6 797	19,3
Arrivées de touristes (y compris MRE) (en milliers)	2 746	3 018	9,9
	mai-16	**mai-17**	**(%)**
Chiffre d'affaires à l'exportation de l'OCP(millions Dhs)	16 128	17 409	7,9

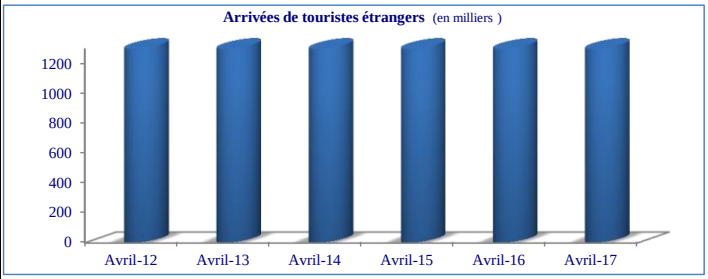
Emploi	1Tr15	1Tr16	1Tr17
Taux d'activité	47,0	47,6	47,5
Taux de chômage	9,9	10,4	10,7
Urbain	14,3	15,0	15,7
Diplômés	19,1	19,9	20,7
Agés de 15 à 24 ans	39,1	40,3	41,5

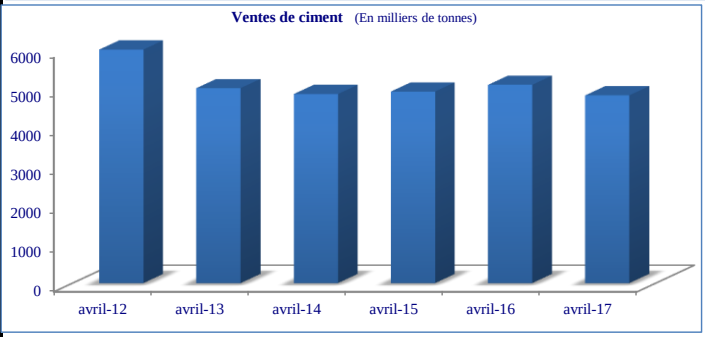
Variation des indices de la production (3)	1Tr16	1Tr17	(%)	2015	2016	(%)
Mines	91,1	97,0	6,5	99,5	101,9	2,4
Industries manufacturieres hors raffinage de pétrole	111,2	113,8	2,3	109,2	110,7	1,4
Produits des industries alimentaires	118,9	119,6	0,6	116,0	117,4	1,2
Produits de l'industrie textile	92,5	93,1	0,6	96,9	95,1	-1,9
Produits de l'industrie automobile	139,3	156,5	12,3	113,4	129,4	14,1
Electricité	126,1	123,3	-2,2	130,2	132,8	2,0

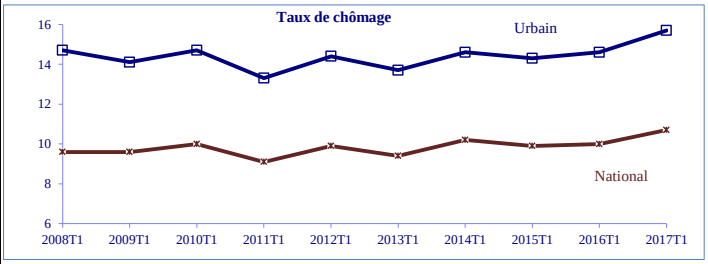


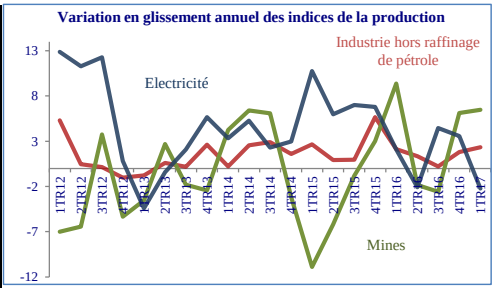








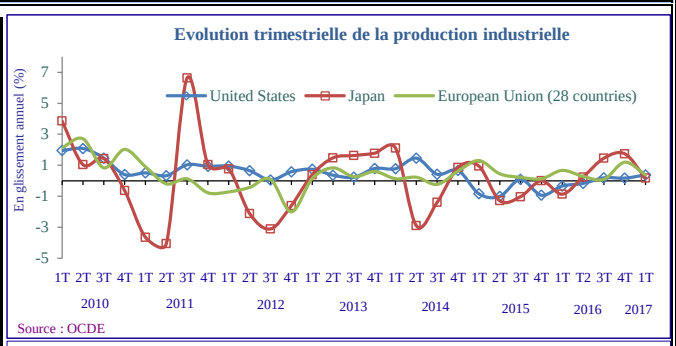


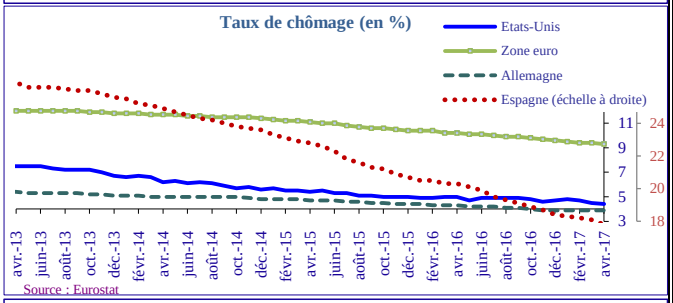


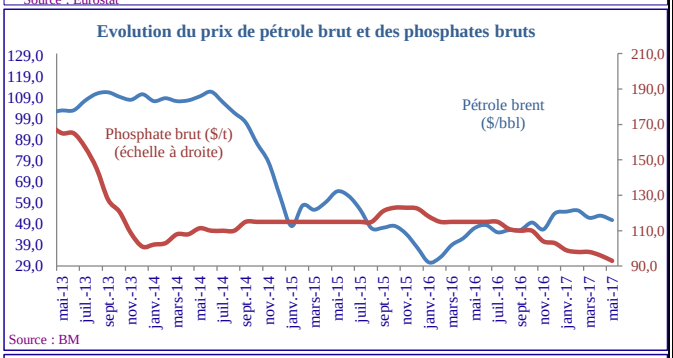
(1) Taux de variation, Source HCP
(2) Volume des transactions sur le marché central et sur le marché de blocs
(3) Indice de la production selon la base 2010
(4) EHC : établissements d'hébergement classés
(5) Trafic portuaire global y compris le transbordement

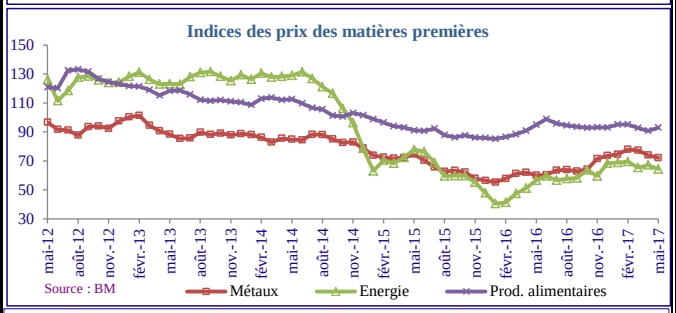
Environnement international

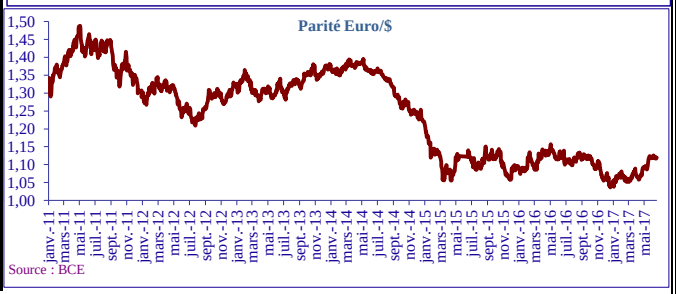
Taux de croissance (T/T-1) (Eurostat, OCDE)	2016T3	2016T4	2017T1
Zone Euro	0,4	0,5	0,6
Allemagne	0,2	0,4	0,6
France	0,2	0,5	0,4
Italie	0,3	0,3	0,4
Espagne	0,7	0,7	0,8
Royaume uni	0,5	0,7	0,2
Etats-Unis	0,9	0,5	0,3
Inflation % (m/m-12) (Comission européenne)	**mars-17**	**avr.-17**	**mai-17**
Allemagne	1,5	2,0	1,4
France	1,4	1,4	0,9
Espagne	2,1	2,6	2,0
Italie	1,4	2,0	1,6
Taux de chômage % (Comission européenne)	**févr.-17**	**mars-17**	**avr.-17**
Etats-Unis	4,7	4,5	4,4
Allemagne	3,9	3,9	3,9
France	9,6	9,6	9,5
Espagne	18,1	18,2	17,8
Italie	11,5	11,5	11,1
Prix des matières premières (Source BM)	**mai-16**	**mai-17**	**(%)**
Pétrole ($/bbl) (brent)	47,1	50,9	7,9
Blé tendre US ($/t)	189,9	175,0	-7,8
Blé dur US ($/t)	171,8	180,5	5,1
Phosphate brut ($/t)	115,0	93,0	-19,1
DAP ($/t)	349,0	357,0	2,3
TSP ($/t)	284,0	273,0	-3,9
Or ($/once)	1261,0	1246,0	-1,2
Argent ($/once)	16,9	16,7	-1,2
Taux d'intérêt (sources: BM, EBF, Bloomberg)	**mars-17**	**avr.-17**	**mai-17**
LIBOR 3 mois	1,135	1,159	
LIBOR 6 mois	1,426	1,417	1,425
EURIBOR 3 mois	-0,329	-0,330	-0,329
EURIBOR 6 mois	-0,241	-0,246	-0,251
UST 10 ans (fin de période)	2,387	2,280	2,203
BUND 10 ans (fin de période)	0,328	0,317	0,304
Taux de change Euro/Dollar	1,069	1,072	1,106

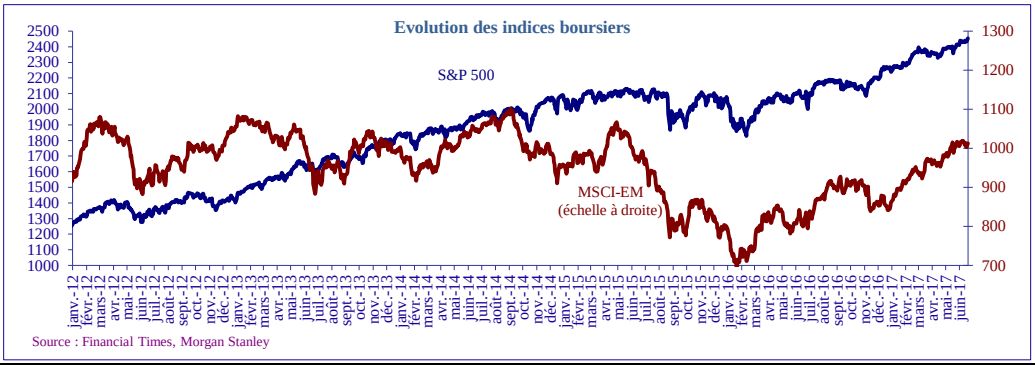












DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES (D.E.P.F.)

Ministère de l'Economie et des Finances, quartier administratif, entrée D, Chellah - Rabat

Tél. : (+212) 5.37.67.74.15/16 Fax : (+212) 5.37.67.75.33 Adresse Internet : http ://www.finances.gov.ma/depf/depf.htm

Direction des Etudes et des Prévisions Financières

Ministère de l'Economie et des Finances

http://www.finances.gov.ma/depf/depf.htm
Boulevard Mohamed V. Quartier Administratif, Entrée D, Rabat-Maroc
Téléphone : (+212) 537.67.74.15/16
Télécopie : (+212) 537.67.75.33
E-mail : depf@depf.finances.gov.ma
Base de données en ligne MANAR-Stat : http://manar.finances.gov.ma